

Chapitre 1

Performance économique et principaux enjeux

Après une période de rattrapage entre le milieu des années 80 et 2000, le processus s'est brutalement interrompu. La croissance de la production a été faible en 2005. Bien qu'une certaine reprise soit attendue en 2006, les perspectives à court terme sont médiocres. De plus, le déficit budgétaire reste à un niveau trop élevé pour être viable. Pour assainir les finances publiques et retrouver une plus forte croissance, un certain nombre de mesures structurelles sont nécessaires. On examinera dans ce chapitre quatre enjeux essentiels : i) assurer la viabilité des finances publiques; ii) faire en sorte que le système éducatif soit plus performant; iii) moderniser l'économie en améliorant l'enseignement supérieur, la formation et l'innovation; iv) créer un environnement plus dynamique pour les entreprises grâce à des réformes structurelles des marchés de produits et du marché du travail.

La longue période de faible croissance qui a suivi le recul de l'activité de 2001 conduit à se demander si les facteurs qui avaient alimenté la croissance durant une quinzaine d'années sont encore à l'œuvre. La spécialisation du commerce extérieur du Portugal, son capital humain et son environnement réglementaire aussi bien pour les marchés de produits que pour le marché du travail ne paraissent plus adaptés aujourd'hui pour permettre un ajustement rapide à l'évolution de l'environnement international. Le Portugal se trouve en situation de désavantage, en particulier *vis-à-vis* des nouveaux États membres de l'UE et des économies émergentes d'Asie ou d'Afrique du Nord. Dans le même temps, la faiblesse persistante des finances publiques, qui atteint un point critique, appelle une correction immédiate. On fera le point dans ce chapitre sur la performance économique du Portugal ces dernières années, puis on verra quels sont les grands défis à relever pour corriger les déséquilibres macroéconomiques et en revenir à une plus forte croissance.

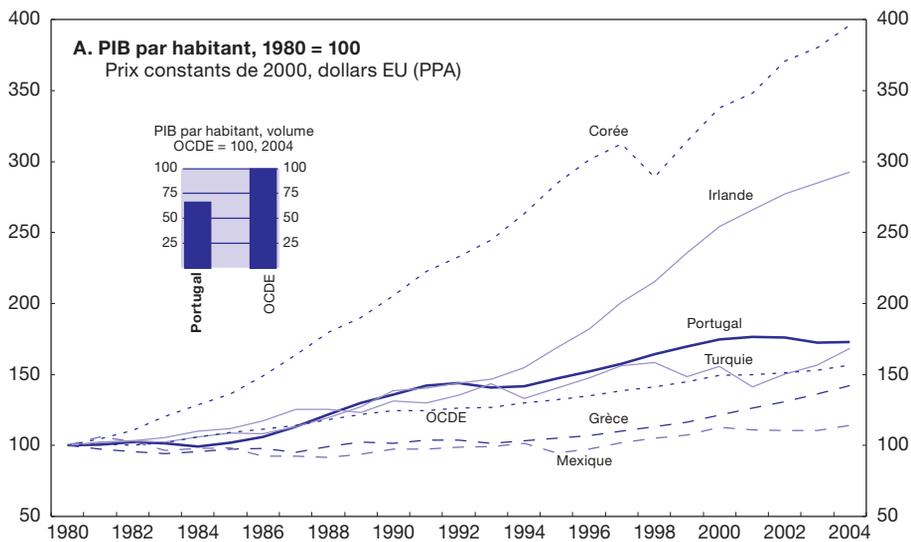
Performance récente : le processus de rattrapage s'est enlisé

Une période prolongée de faible croissance

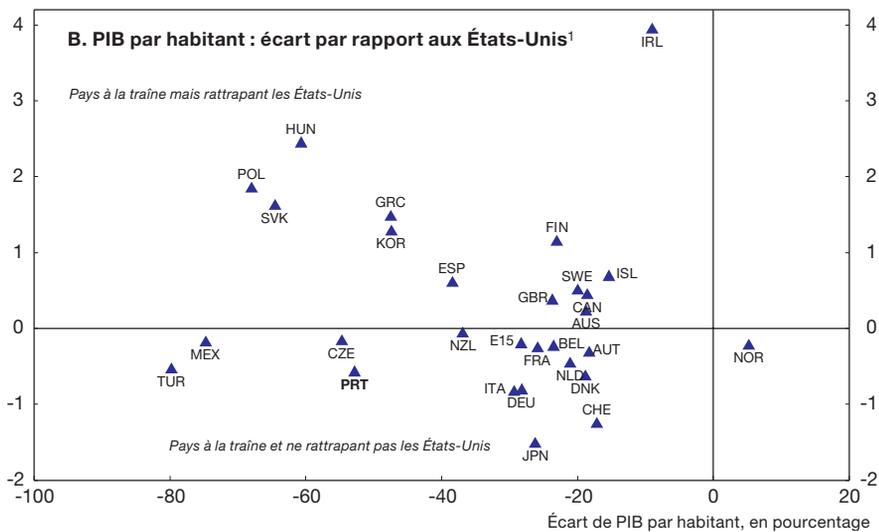
Ces cinq dernières années ont été marquées par un spectaculaire revirement dans la performance économique du Portugal. La croissance du PIB a atteint en moyenne 3½ pour cent entre le milieu des années 80, lorsque le Portugal a adhéré à l'Union européenne, et 2000, ce qui a permis un certain rattrapage du niveau de vie moyen dans l'Union européenne¹. Le revenu par habitant, qui représentait moins de 60 % de la moyenne de l'OCDE (et de l'UE à 15) en 1986, atteignait 70 % au début de la présente décennie. Ce résultat tient à la fois à des gains de productivité et à un apport accru de main-d'œuvre. Mais le recul de l'activité qui a débuté en 2001 a débouché sur une longue période de faible croissance et entre 2000 et 2005, le PIB réel a progressé en moyenne de moins de 1 % par an. En conséquence, l'écart de revenu s'est creusé par rapport à la moyenne de l'OCDE et de l'UE à 15, surtout par rapport aux pays à revenu élevé comme les États-Unis et l'Irlande (graphique 1.1)². Pour une large part, cette faible croissance récente est due à des facteurs conjoncturels : on estime que l'écart de production, qui était positif et atteignait ¾ pour cent du PIB potentiel en 2000, est devenu négatif de 3½ pour cent en 2005, de sorte que l'écart moyen sur l'ensemble de la période est l'un des plus marqués dans la zone euro (graphique 1.2). Mais plusieurs facteurs structurels ont également contribué à la médiocre performance économique, et la croissance moyenne de la production potentielle a été divisée par deux, de 3 % à la fin des années 90 à 1½ pour cent (estimation) en 2004-05³.

Le ralentissement qui a débuté après 2001 s'est fait davantage sentir au Portugal que dans le reste de la zone euro ; il a pris fin au milieu de 2003 et a été suivi d'une reprise modérée qui reste encore fragile (graphique 1.3). Dans ces conditions, la résilience de l'économie portugaise en cas de choc est maintenant moins bonne que par le passé et que dans la plupart des autres pays de l'OCDE, y compris ceux de la zone euro⁴. La

Graphique 1.1. La croissance portugaise : comparaison



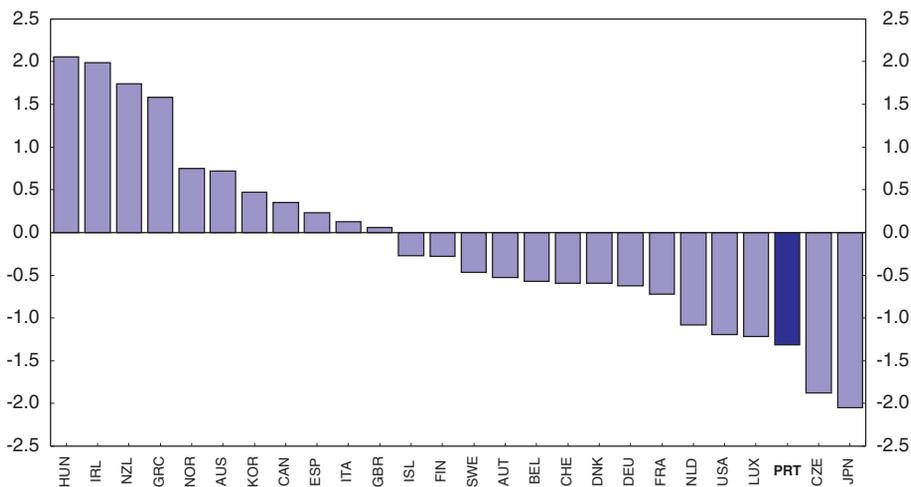
Déficit du taux de croissance moyen, 1996-2004, pourcentage



1. Le taux de croissance moyen du PIB par habitant est calculé en prix constants de 2000 (dollars EU, PPA) sur la période 1996-2004. Le niveau du PIB par habitant est celui de 2004.

Source : OCDE, base de données des principaux indicateurs économiques; OCDE, base de données des comptes nationaux.

consommation est en constante progression depuis le milieu de 2003, mais les résultats sont inférieurs à la normale pour les exportations en volume, avec de nouvelles pertes de parts de marché à l'exportation. Le niveau de l'investissement privé (y compris dans le logement) a baissé de 15 % par rapport à 2001, mais à partir d'un chiffre élevé. Le taux de chômage, inférieur au taux moyen dans la zone euro durant la majeure partie des années 90, est passé de 4 % à la fin de la reprise en 2001 à près de 8 % à la fin de 2005, soit un niveau proche de la moyenne pour la zone euro. Cette longue période de sous-utilisation des ressources, se conjuguant à l'appréciation de l'euro depuis 2002, s'est traduite par une nouvelle réduction de l'inflation, qui est maintenant proche de la moyenne pour la zone euro.

Graphique 1.2. **Écart moyen de production, 2001-05**

Source : OCDE, n° 78 des *Perspectives économiques*.

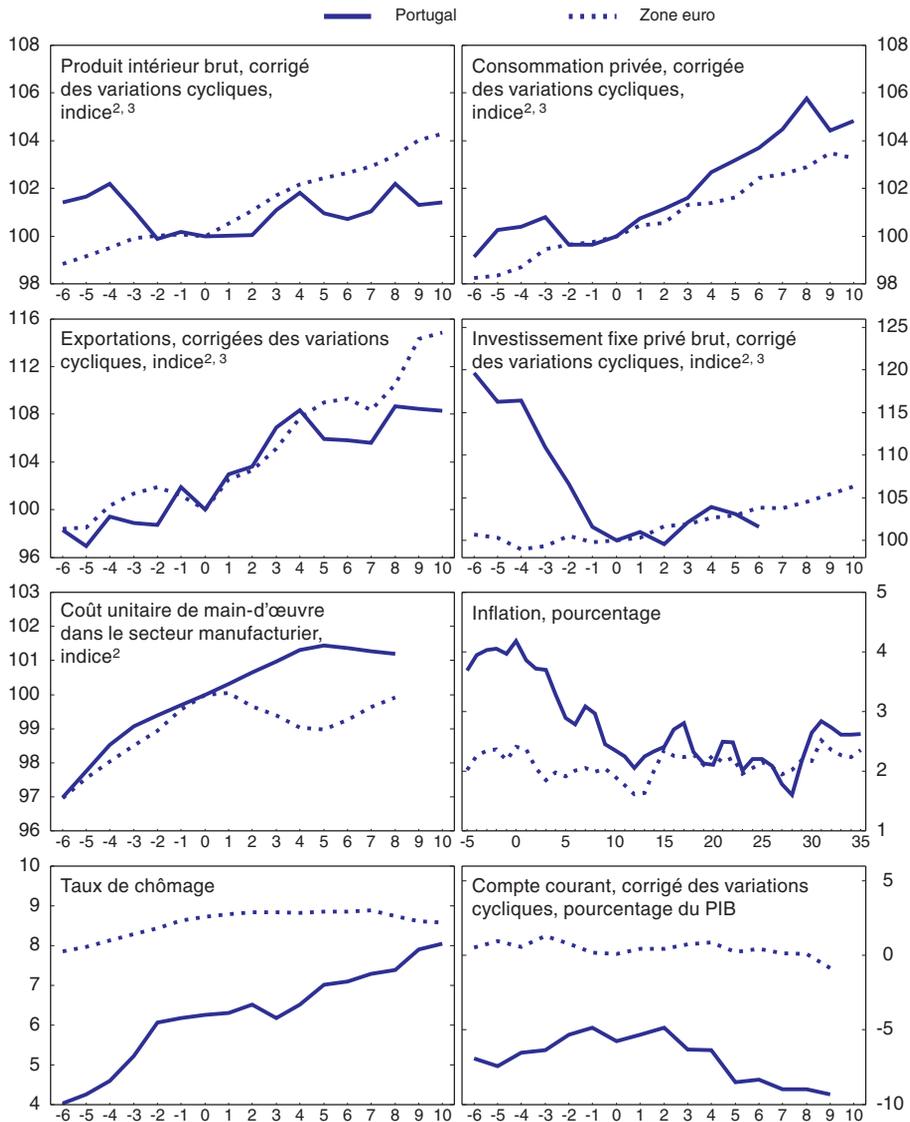
La médiocre performance du Portugal à l'exportation est préoccupante...

Les exportateurs portugais perdent des parts de marché depuis le milieu des années 90, seule la période 2001-03 faisant exception. Ces deux dernières années, les pertes de parts de marché ont atteint au total près de 8 % (graphique 1.4, partie A). Si l'on considère l'ensemble de la période qui s'est écoulée depuis le milieu des années 90, la médiocre performance du Portugal à l'exportation tient dans une certaine mesure à la spécialisation insuffisante de son secteur productif et à la dégradation de ses marchés traditionnels. Une analyse des échanges intracommunautaires à parts de marché constantes entre 1997 et 2003 montre que la composition des exportations portugaises a contribué aux mauvais résultats, car la croissance des principaux marchés portugais a été inférieure à la moyenne et les entreprises portugaises n'ont pas su réorienter suffisamment leurs exportations sur les marchés les plus dynamiques⁵. La spécialisation commerciale du Portugal s'est modifiée il y a déjà quelques années, mais la concurrence s'est intensifiée, notamment de la part des nouveaux États membres de l'UE, qui se spécialisent de plus en plus dans les produits de moyenne et haute technologie⁶. Les entreprises portugaises restent pour une large part spécialisées dans la production de biens traditionnels à forte intensité en main-d'œuvre et à faible valeur ajoutée, marchés qui sont aujourd'hui de plus en plus conquis par de nouveaux acteurs de grande envergure à plus faibles coûts de main-d'œuvre, en particulier la Chine. Les pertes sur les différents marchés de produits ont contribué pour un peu plus de moitié à la diminution de la part de marché à l'exportation au cours de cette période, ce qui traduit une dégradation de la compétitivité au niveau des prix et des coûts sur ces marchés par rapport aux pays concurrents (Cabral, 2004).

... et a été aggravée par l'appréciation du taux de change réel

Au Portugal, les coûts de main-d'œuvre dans les activités manufacturières restent nettement inférieurs à ceux des pays de l'OCDE à plus haut revenu, ce qui tient pour beaucoup à un plus faible niveau de productivité⁷. Or, depuis environ 10 ans, les salaires augmentent plus rapidement que la productivité, y compris au cours de la période écoulée depuis 2000, pendant laquelle les salaires ont fait preuve d'inertie alors que la productivité

Graphique 1.3. Le dernier cycle : le Portugal et la zone euro



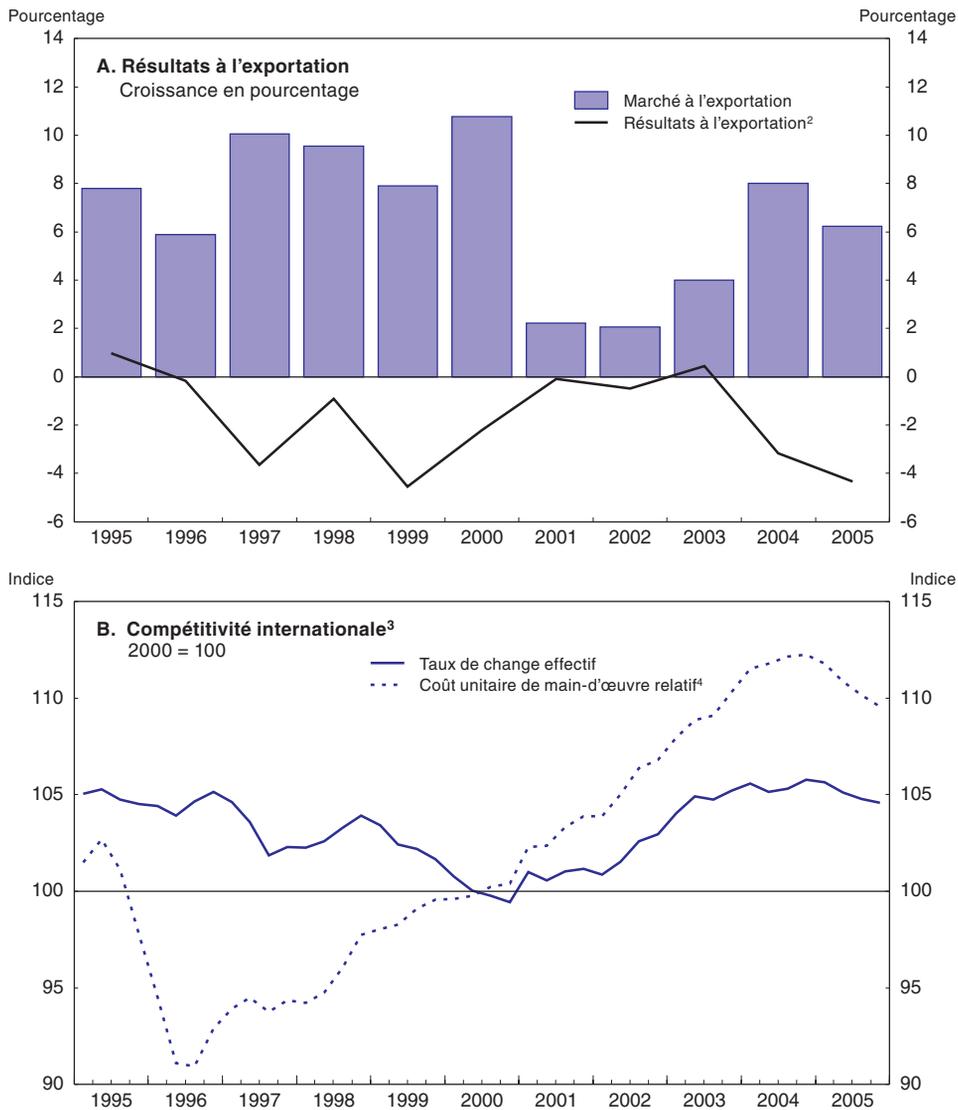
1. 0 = creux du cycle fixé au 2T 2003 pour les données trimestrielles et en février 2003 pour les données mensuelles.

2. Indice = 100 en cours de la période de creux.

3. Aux prix de 2000.

Source : OCDE, n° 78 des *Perspectives économiques*; base de données analytique, base de données des principaux indicateurs économiques.

a stagné, tant et si bien que les coûts unitaires de main-d'œuvre n'ont cessé de progresser entre 1996 et 2004, et ce plus rapidement que chez les principaux partenaires commerciaux. En conséquence, le taux de change réel, mesuré à travers les coûts unitaires relatifs de main-d'œuvre dans le secteur manufacturier, s'est constamment apprécié, érodant régulièrement la compétitivité du Portugal depuis 1996 (graphique 1.4, partie A). Au cours de la décennie 90, les entreprises avaient bénéficié d'une forte croissance de la demande et de la baisse des taux d'intérêt avant l'adhésion à l'UEM, ce qui leur a permis d'amortir la hausse des coûts, mais depuis quelques années, leurs marges bénéficiaires se sont contractées. À l'heure actuelle, le Portugal non seulement se trouve confronté à une plus vive concurrence sur les marchés de produits, mais est également en compétition

Graphique 1.4. Résultats à l'exportation et compétitivité¹

1. Les données de 2005 sont des estimations de l'OCDE.
2. Indice en volume des exportations de biens et de services du Portugal divisé par l'indice en volume des débouchés à l'exportation du pays.
3. Indices en monnaie commune. Un accroissement correspond à une perte de compétitivité.
4. Activités manufacturières.

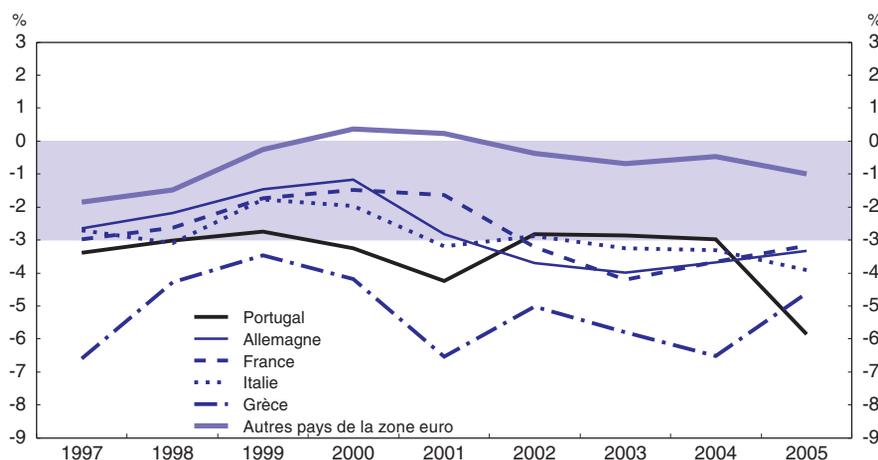
avec les pays à faibles coûts de l'UE et du reste du monde pour les entrées d'IDE, qui ont contribué à l'accumulation du capital et aux transferts de technologie ces dernières décennies. Dans ce nouvel environnement, le stock d'entrées d'IDE a connu une croissance plus lente en 2003-05 que les années précédentes⁸.

La situation des finances publiques demeure fragile

Du fait de la faiblesse marquée de l'économie ces dernières années, les finances publiques ont été davantage sollicitées et les autorités ont éprouvé plus de difficultés à assainir le budget. Le déficit budgétaire n'a pas été suffisamment réduit durant la précédente expansion et il atteignait presque 3 % du PIB (plafond de Maastricht) lorsqu'elle

a pris fin en 2000, de sorte qu'il n'y avait plus de marge pour laisser jouer efficacement les stabilisateurs automatiques durant le ralentissement qui a suivi. De plus, l'absence de continuité dans l'assainissement budgétaire a sans doute sapé la confiance : les mesures de maîtrise des dépenses en 2002-04 se sont doublées d'une baisse des impôts, mais après le dérapage des dépenses de 2005, le taux de la TVA a dû être relevé pour empêcher que le déficit ne se creuse encore. Les retards qui ont affecté la mise en œuvre des mesures annoncées dans certains secteurs ont probablement eux aussi nui à la crédibilité du gouvernement. En 2005, lorsque le nouveau gouvernement a décidé de ne plus s'en remettre à des mesures ponctuelles du côté des recettes, le déficit des administrations publiques avait atteint un nouveau sommet de près de 6 % du PIB (graphique 1.5). Le Portugal n'est pas le seul pays à enfreindre les règles budgétaires de l'UE, mais ses résultats sur le plan de la maîtrise budgétaire sont depuis longtemps inadéquates⁹. De plus, ses perspectives de croissance sont parmi les moins bonnes.

Graphique 1.5. **Solde budgétaire au Portugal et dans les autres pays de la zone euro**¹
En pourcentage du PIB



1. Non compris les recettes tirées de la vente des licences UMTS.

Source : OCDE, n° 78 des *Perspectives économiques*; base de données analytique.

La croissance de la productivité du travail s'est nettement ralentie

La faible croissance du Portugal ces dernières années paraît ainsi avoir été le résultat de plusieurs chocs négatifs au niveau de l'offre et de la demande, qui se sont mutuellement renforcés et qu'il est donc difficile de démêler. Certains étaient d'ordre externe (comme l'environnement international plus concurrentiel, mais aussi la hausse des prix du pétrole), alors que d'autres (notamment l'appréciation du taux de change en termes réels et l'absence de marge de manœuvre budgétaire pour stabiliser l'activité lors de la période de ralentissement) étaient d'ordre intérieur. La décomposition de la croissance du PIB par habitant montre que la nette décélération des gains de productivité a joué un rôle déterminant dans la médiocrité de la croissance de la production. La productivité du travail a pratiquement stagné entre 2000 et 2005, alors qu'elle avait progressé en moyenne de plus de 3 % au cours de la deuxième moitié des années 90 (tableau 1.1). Cette décélération est due en partie à des facteurs conjoncturels, mais on estime également que la croissance tendancielle de la productivité s'est très sensiblement affaiblie, dans le secteur des

Tableau 1.1. Sources de la croissance du PIB par habitant dans quelques pays de l'OCDE¹

Moyenne des variations annuelles en pourcentage

	Portugal			Grèce			Irlande			Espagne			Hongrie		Pologne		République tchèque		République slovaque	
	1995/1987	2000/1995	2005/2000	1995/1987	2000/1995	2005/2000	1995/1987	2000/1995	2005/2000	1995/1987	2000/1995	2005/2000	2000/1995	2005/2000	2000/1995	2005/2000	2000/1995	2005/2000	2000/1995	2005/2000
PIB réel	3.3	4.1	0.6	1.8	3.4	4.3	5.3	9.7	5.0	2.6	4.1	3.1	4.0	4.1	5.4	3.0	1.5	3.6	3.7	4.9
Population	-0.2	0.4	0.7	0.8	0.5	0.3	0.2	1.0	1.6	0.2	0.4	1.5	-0.2	-0.2	-0.2	-0.1	-0.1	-0.1	0.1	..
PIB réel par habitant	3.5	3.6	-0.1	1.0	2.9	3.9	5.1	8.6	3.3	2.4	3.6	1.6	4.3	4.4	5.6	3.0	1.6	3.7	3.5	..
Apport de travail	0.9	0.0	-0.6	0.1	0.1	0.8	0.9	2.7	-0.1	0.4	3.9	2.3	1.9	..	-0.2	-1.2	-0.6	-0.7	-0.4	..
<i>Contribution de :</i>																				
Population d'âge actif																				
(part de la population totale)	0.6	-0.1	-0.0	0.0	-0.2	-0.1	0.8	0.8	0.4	0.5	0.3	0.2	0.1	..	0.7	0.6	0.5	0.4	0.7	..
Taux d'activité																				
(part de la population d'âge actif)	0.6	0.7	0.6	0.2	0.9	0.6	0.1	1.6	0.4	0.4	1.7	1.9	0.5	0.6	-0.2	-1.2	-0.3	-0.2	0.0	-0.1
Emploi																				
(part de la population active)	0.0	0.7	-0.9	-0.2	-0.6	0.3	0.7	1.8	-0.1	-0.3	1.9	0.4	0.9	-0.2	-0.6	-0.6	-1.0	0.2	-1.3	0.4
Heures travaillées par salarié	-0.3	-1.2	-0.2	0.2	0.0	0.1	-0.6	-1.5	-0.8	-0.2	-0.0	-0.2	0.3	..	0.0	0.0	0.3	-1.1	0.1	-1.1
Productivité au travail	2.5	3.6	0.5	0.9	2.8	3.1	4.1	5.7	3.4	2.0	-0.2	-0.6	2.3	..	5.8	4.3	2.2	4.4	4.0	5.0

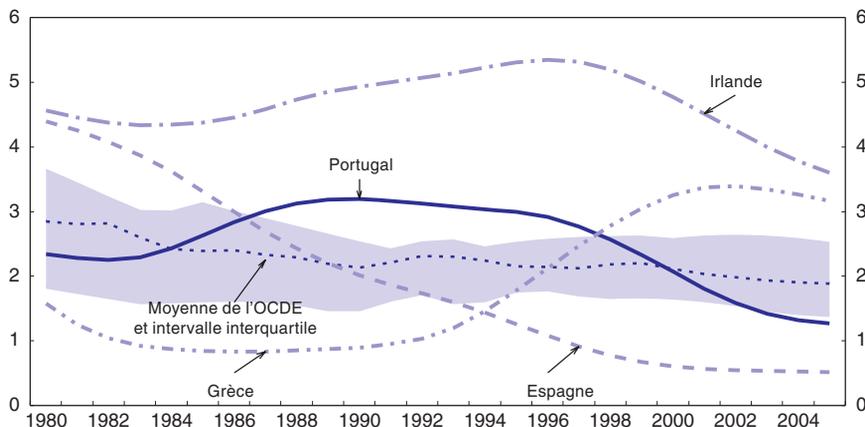
1. La croissance du PIB réel par habitant se décompose comme suit : croissance des variables de l'apport de travail et croissance de la productivité au travail. La croissance de l'apport de travail (heures par population) est obtenue par l'identité suivante $HRs/POP = POPT/POP * LF/POPT$ (taux d'activité) * ET/LF (taux d'emploi) * HRS; alors que la productivité de la main-d'œuvre est définie comme suit : $GDPV/(ET*HRS)$. Les estimations pour 2005 sont fondées sur le n° 78 des *Perspectives économiques de l'OCDE* pour toutes les variables, à l'exception de la population, laquelle est extrapolée à partir de 2004.

Source : OCDE, n° 78 des *Perspectives économiques*, base de données analytique.

entreprises en particulier (graphique 1.6). La croissance de la productivité a été freinée par un faible investissement, ce qui s'est traduit par une moindre contribution de la variation du ratio capital/travail (effet de rationalisation du capital) et un rythme plus lent de croissance de la productivité totale des facteurs. La croissance de la productivité a également subi les effets négatifs d'une moindre utilisation du potentiel de travail (taux d'emploi et nombre d'heures travaillées).

Graphique 1.6. **Croissance tendancielle de la productivité**

Production par heure travaillée dans le secteur des entreprises¹



1. Ajustée pour tenir compte du cycle d'activité à l'aide d'un filtre d'Hodrick-Prescott ($\lambda = 100$).

Source : OCDE, n° 78 des *Perspectives économiques*, base de données analytique.

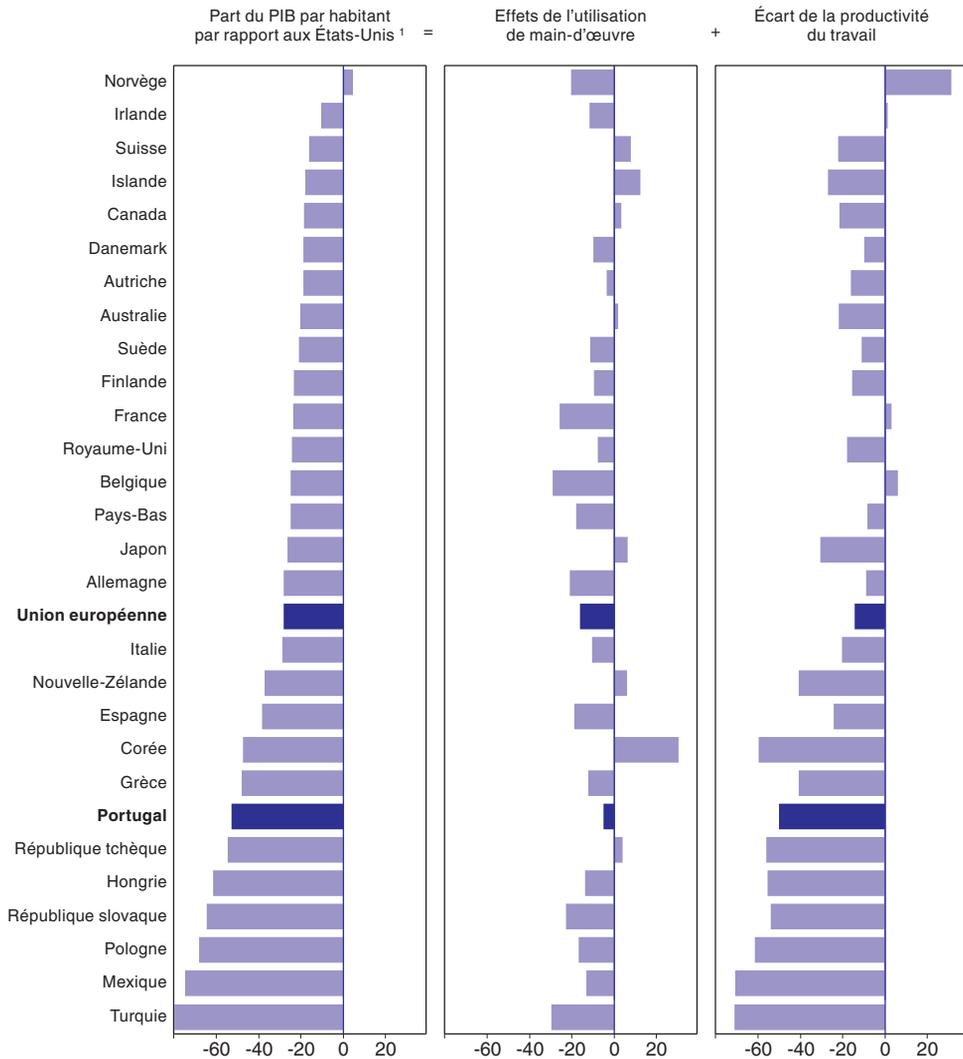
La faible productivité par heure travaillée, qui n'atteint que la moitié environ de celle des États-Unis, explique l'essentiel de l'écart de revenu par rapport aux pays de l'OCDE à revenu plus élevé et par rapport à la moyenne pour l'Union européenne (graphique 1.7). Cet écart de productivité tient en partie à la structure de l'économie, qui comporte une proportion relativement forte de secteurs à emplois faiblement qualifiés. Si un grand nombre d'entreprises restent cantonnées à des activités à faible productivité et n'adoptent pas davantage les TIC et d'autres techniques modernes, c'est dans une large mesure parce que la population dans son ensemble a un niveau d'instruction assez faible. Dans les années 90, le déficit de capital humain n'a pas empêché une forte croissance car l'économie a bénéficié d'importants investissements en infrastructures, souvent cofinancés par les fonds de l'UE, auxquels il faut ajouter des investissements privés de grande ampleur. Le taux global d'investissement comptait parmi les plus élevés dans la zone de l'OCDE. Les infrastructures paraissent généralement suffisantes dans les transports et les communications; mais, comme dans plusieurs autres pays de l'OCDE, les infrastructures environnementales, notamment pour l'élimination des déchets et l'assainissement des eaux usées, sont insuffisantes; d'où le risque que la croissance de la production et de la consommation sollicite à l'excès l'environnement (annexe 1.A3).

À l'avenir, la croissance économique devrait être inférieure à la moyenne de la zone euro

Au Portugal, la croissance du PIB réel n'a été que de 0,3 % en moyenne en 2005, contre 1,4 % dans la zone euro. On s'attend à une certaine reprise en 2006, mais seulement à une assez faible expansion globalement en 2006 et 2007. La demande intérieure privée devrait

Graphique 1.7. **Décomposition de l'écart de revenu**

Différences en points de pourcentage du PIB par tête en dollars EU (PPA) par rapport aux États-Unis, 2004



1. L'écart du PIB par tête est égal à la somme des trois composants indiqués. L'effet de l'utilisation de main-d'œuvre est fondé sur le total des heures travaillées par tête. La productivité est mesurée par heure.

Source : OCDE (2006), *Réformes économiques : Objectif croissance 2006*, OCDE, Paris.

être le principal moteur de la croissance, avec en particulier un redressement de l'investissement des entreprises en 2007 (encadré 1.1). La vigueur de la reprise sera fonction pour beaucoup de la mesure dans laquelle l'expansion attendue en Europe se traduira par une augmentation de la demande d'exportations portugaises. À court terme, cela dépend de l'évolution des salaires relatifs en termes réels au Portugal, mais un autre élément sera tout aussi important : la poursuite de l'ajustement de la structure de la production et de la modernisation de l'économie. La croissance du PIB portugais, estimée par l'OCDE à 1¼ pour cent en moyenne entre 2005 et 2010, resterait inférieure à la moyenne pour la zone euro, de sorte que l'écart de niveau de vie se creuserait encore (tableau 1.2)¹⁰. Mais ces prévisions sont formulées à politiques inchangées et reposent sur l'hypothèse de résorption totale de l'écart de production en fin de période; il s'agit donc davantage d'un scénario que de prévisions.

Encadré 1.1. Les prévisions à court terme de l'OCDE pour le Portugal

La consommation privée devrait encore s'accroître, mais à un rythme un peu plus faible qu'en 2004-05 du fait des hausses d'impôts et du niveau élevé de l'endettement des ménages (Cardoso, 2005). L'investissement des entreprises se redressera avec un certain décalage, mais en l'absence de réformes sur le marché du travail et les marchés de produits, ce redressement devrait être limité. Il faut s'attendre à une accélération de la croissance des exportations en termes réels, qui restera toutefois inférieure à la croissance des marchés à l'exportation, de sorte que le Portugal devrait continuer d'enregistrer des pertes de parts de marché. Les termes de l'échange devant se dégrader moins qu'en 2005, le solde commercial cessera probablement de se creuser et le déficit de balance courante pourrait se situer aux alentours de 9 % du PIB, soit près de son niveau de 2005. Tout en se resserrant, l'écart négatif de production restera prononcé à la fin de 2007 et le chômage ne devrait pas commencer de baisser avant la fin de 2007. En conséquence, le taux d'inflation pourrait être inférieur à la moyenne pour la zone euro. Les salaires se ralentissent progressivement, mais une plus grande modération salariale serait souhaitable pour améliorer la compétitivité du Portugal.

Un ample assainissement budgétaire s'imposant d'urgence, il ne faut pas s'attendre à une stimulation de la croissance via les dépenses publiques. L'impact positif sur la confiance dont s'accompagnera la réduction du déficit devrait atténuer les éventuels effets à court terme de contraction de la demande globale (voir le chapitre 2). Le déficit du secteur public devrait tomber de 6 % du PIB en 2005 à 4½ pour cent en 2007. La reprise économique contribuera à faire reculer ce déficit, mais l'amélioration proviendra pour l'essentiel d'une diminution du déficit structurel. La principale incertitude dont sont entourées les prévisions concerne les finances publiques et en particulier le degré auquel le gouvernement parviendra à réaliser l'objectif de limitation des dépenses courantes.

Tableau 1.2. Prévisions à moyen terme pour le Portugal et d'autres pays de l'OCDE

	Taux de variation annuels moyens		
	1995-2000	2000-05	2005-10
Portugal			
PIB réel	4.1	0.6	1.7
Population	0.4	0.7	0.3
PIB réel par habitant	3.6	-0.1	1.4
PIB potentiel	2.9	2.0	1.2
Emploi potentiel	1.0	1.0	0.4
Productivité du travail potentielle	1.9	1.1	0.9
Zone euro¹			
PIB réel	2.7	1.4	2.1
Population	0.3	0.4	0.3
PIB réel par habitant	2.4	0.9	1.8
PIB potentiel	2.1	2.0	1.9
Emploi potentiel	0.8	0.8	0.4
Productivité du travail potentielle	1.2	1.2	1.5
États-Unis			
PIB réel	4.1	2.6	3.3
Population	1.2	1.0	0.9
PIB réel par habitant	2.9	1.6	2.4
PIB potentiel	3.5	2.9	3.3
Emploi potentiel	1.4	0.8	0.9
Productivité du travail potentielle	2.0	2.1	2.3

1. Non compris le Luxembourg.

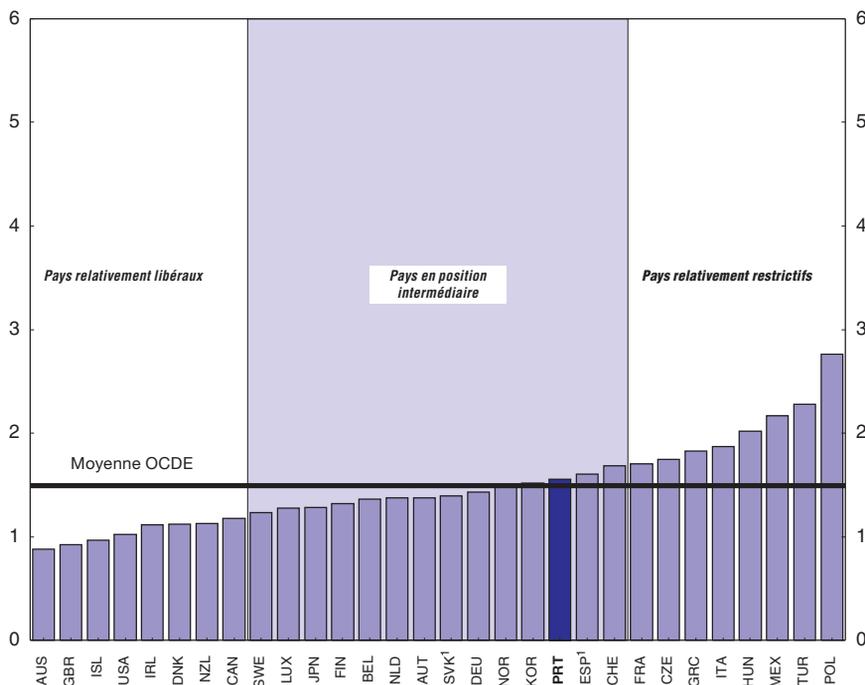
Source : OCDE, n° 78 des *Perspectives économiques*; base de données analytique; et prévisions démographiques.

D'autres réformes sont nécessaires pour améliorer la productivité

Le ralentissement du potentiel de croissance de l'économie portugaise ces cinq dernières années est une évolution décevante. Le faible niveau de productivité et le fait qu'un grand nombre d'entreprises (en particulier les PME) sont loin de la frontière technologique internationale dans leur secteur offrent des possibilités supplémentaires de rattrapage, qui doivent être exploitées. De plus, le Portugal s'est employé à respecter ces dernières années les directives de l'UE dans le domaine de la privatisation et de la déréglementation. Il a accompli des progrès pour plusieurs indicateurs examinés dans l'étude de l'OCDE *Objectif croissance* et en 2003 il se classait dans la moyenne pour la zone de l'OCDE en ce qui concerne la réglementation dans plusieurs secteurs¹¹. Pour ce qui est de l'intensité globale de la réglementation des marchés de produits, il se situait également dans la moyenne (graphique 1.8). Plusieurs autres pays de l'OCDE, même parmi les États membres de l'UE, ne réglementent sans doute pas plus que le Portugal leurs marchés des produits, mais un certain nombre d'entre eux ont un marché du travail moins réglementé, des coûts de main-d'œuvre plus faibles et des taux moyens d'imposition d'un niveau inférieur. De plus, le Portugal n'a pas l'avantage géographique de certains des nouveaux États membres de l'UE d'Europe centrale; de même, n'a-t-il plus l'avantage de salaires relativement bas dont il pouvait tirer parti dans le passé. Dès lors, dans le nouvel environnement mondial, une performance moyenne dans le domaine réglementaire ne suffit plus pour que le Portugal reste compétitif et puisse avoir une forte croissance.

Le Portugal est doté d'un solide secteur financier qui devrait faciliter la restructuration de son économie. Néanmoins, ces dernières années, l'épargne s'est surtout dirigée vers le

Graphique 1.8. Réglementation des marchés de produits
Caractère restrictif de la réglementation globale des marchés de produits, 2003



1. Les chiffres pour l'Espagne et la République slovaque diffèrent en 2003 par rapport à ceux notifiés dans les *Perspectives pour l'emploi* (2004) en raison d'une réévaluation de la réglementation dans ce domaine.

Source : OCDE, base de données sur la réglementation des marchés de produits.

secteur public et les crédits aux ménages, au lieu d'être affectée à la restructuration des entreprises et au capital-risque. L'activité entrepreneuriale s'est généralement montrée très dynamique, comme en témoigne le taux élevé de création d'entreprises. Mais, au total, il apparaît que les entreprises portugaises éprouvent des difficultés à adopter des techniques de production et des pratiques d'organisation plus modernes et à commercialiser efficacement de nouveaux produits. Le déficit de compétences et de qualifications ralentit probablement la modernisation de l'économie.

Un taux de croissance inférieur à 2 % entre 2005 et 2010, comme le prévoit l'OCDE, est insuffisant pour que le Portugal puisse se rapprocher du niveau de vie des pays de l'OCDE à revenu plus élevé et pour qu'il résorbe l'écart de revenu par rapport à la moyenne de la zone euro. Au contraire, à politiques inchangées, l'écart de revenu que le Portugal accuse sur ces pays devrait s'élargir. Le principal enjeu pour le Portugal est donc de mettre en œuvre les réformes qui lui permettront d'accélérer durablement sa productivité et sa croissance de la production; sinon, il ne pourra pas stopper et inverser la tendance actuelle à l'élargissement de l'écart de revenu.

Retrouver une croissance plus rapide : les principaux enjeux

Une action résolue est nécessaire pour remédier aux problèmes macroéconomiques actuels et restaurer la compétitivité. Le Portugal doit relever plusieurs défis pour renforcer la reprise en cours et relancer le processus de rattrapage. Les évolutions récentes et les perspectives à moyen terme mettent en lumière la nécessité d'aller vigoureusement de l'avant dans l'assainissement budgétaire tout en accélérant les réformes qui permettront de tirer parti du potentiel de croissance. Les quatre principaux enjeux sont les suivants :

- Assurer la viabilité des finances publiques.
- Faire en sorte que le système éducatif soit plus performant.
- Moderniser l'économie en améliorant l'enseignement supérieur, la formation des adultes et l'innovation.
- Créer un environnement plus dynamique pour les entreprises grâce à des réformes structurelles sur le marché du travail et sur les marchés de produits.

Assurer la viabilité des finances publiques

L'acuité des problèmes budgétaires s'est traduite par une prise de décision à court terme. L'assainissement budgétaire n'a pas été suffisant et le long ralentissement de l'activité a aggravé les difficultés budgétaires. Assurer la viabilité des finances publiques contribuera à la croissance à plus long terme en raffermissant la confiance et en faisant en sorte que les stabilisateurs automatiques puissent fonctionner pleinement en période de ralentissement. Si cette action est menée de façon crédible, les coûts à court terme du point de vue de la demande pourraient être limités.

Le gouvernement est conscient de la nécessité d'agir rapidement. Le Programme de stabilité et de croissance de décembre 2005, qui vise un déficit de 2.6 % du PIB en 2008, illustre son attachement à l'assainissement budgétaire. L'une des principales différences par rapport à la politique budgétaire antérieure tient à la décision de ne plus s'en remettre à des mesures ponctuelles. Comme dans les autres pays de la zone euro, l'usage qui a été fait de ce type de mesures dans le passé s'est révélé efficace en réduisant temporairement le déficit, mais l'urgence de profondes réformes en a pâti. La stratégie actuelle du gouvernement associe les mesures à court terme de maîtrise des rémunérations dans le secteur public (limitation des

salaires et gel de l'avancement automatique) à des hausses d'impôts et à des réformes plus profondes dans le secteur des dépenses : une refonte des retraites trop généreuses du secteur public a déjà été approuvée; de nouvelles initiatives positives ont été prises pour poursuivre la réforme lancée en 2002 dans le secteur de la santé; et la réforme de l'administration publique s'accélère. Certaines des réformes envisagées susciteront probablement des résistances politiques et des difficultés techniques. Il faudrait que le gouvernement reste ferme dans sa détermination à mener à bien l'assainissement budgétaire. Cet assainissement est une priorité immédiate qui exige à la fois des mesures à court terme et une vision se situant davantage dans le long terme. Le chapitre 2 sera consacré d'une manière générale aux questions budgétaires et examinera en particulier les aspects suivants :

- Progression des profondes réformes des dépenses qui ont été annoncées, notamment la réforme de l'administration publique, la maîtrise des dépenses de sécurité sociale, la poursuite de la réforme dans le secteur de la santé et le renforcement du contrôle à l'égard des collectivités locales et des organismes publics autonomes.
- Adoption de nouvelles mesures pour assurer la viabilité budgétaire à long terme, notamment une refonte du régime général de retraite afin de mieux faire face au vieillissement de la population; un nouveau resserrement et une amélioration de l'efficacité des dépenses publiques : et une simplification du régime fiscal ainsi qu'un élargissement des bases d'imposition.

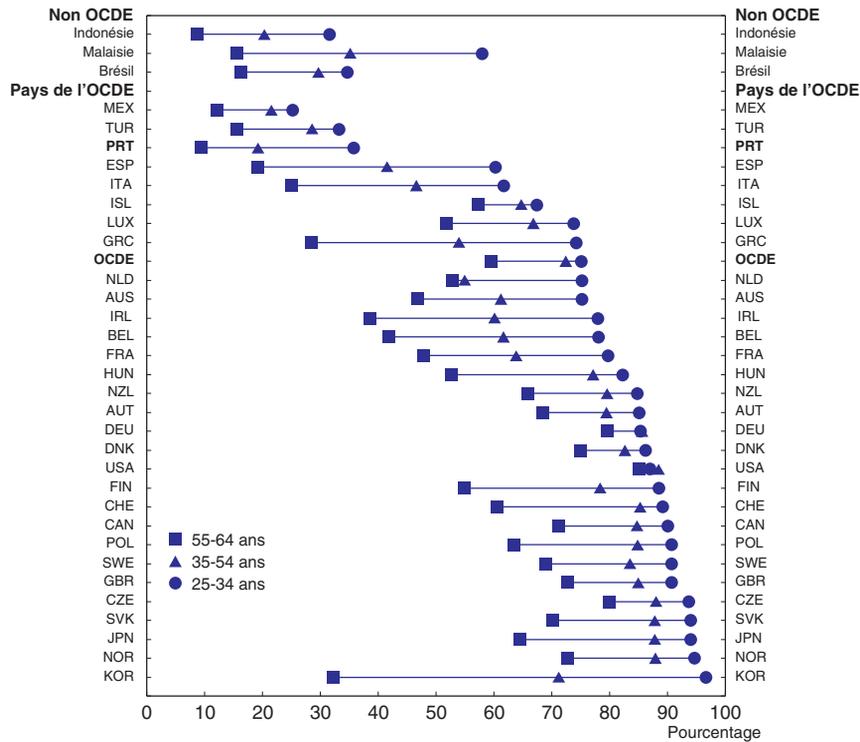
Faire en sorte que le système éducatif soit plus performant

Pour réduire l'écart de revenu, il faut s'attaquer aux facteurs qui entravent la croissance de la productivité, la pénurie de capital humain jouant à cet égard un rôle prépondérant. Améliorer les compétences est crucial, même s'il faut inévitablement pour cela un certain temps. Le nombre d'années d'études de la population d'âge actif compte parmi les plus faibles dans la zone de l'OCDE, le Portugal se classant à un rang proche de celui de la Turquie et du Mexique, et les progrès accomplis d'une génération sur l'autre sont limités (contrairement à ce qu'on a pu observer en Espagne, en Grèce ou en Corée) (graphique 1.9). La qualité de l'enseignement, définie comme l'impact du système éducatif sur les capacités scolaires, économiques et sociales des élèves, est également faible. Les taux d'abandon sont parmi les plus élevés pour la zone de l'OCDE et les résultats qu'obtiennent les élèves qui restent scolarisés se situent parmi les plus faibles à en juger par les enquêtes internationales sur les acquis scolaires. Ces résultats inférieurs à la moyenne ne tiennent pas à des dépenses insuffisantes.

Puisqu'il faut du temps pour qu'une meilleure éducation porte ses fruits du point de vue de l'accélération de la croissance économique, il y a lieu de prendre sans tarder les mesures nécessaires à cet effet. Le problème de l'abandon scolaire prématuré est d'une telle acuité qu'une action appropriée pour rendre l'enseignement secondaire plus attrayant et plus pertinent devrait donner rapidement des résultats. Le sous-emploi actuel des ressources sur le marché du travail devrait renforcer l'impact positif de cette action, en contribuant à la poursuite de la scolarité du fait de la dégradation des possibilités d'emploi. Le chapitre 3 a pour objet d'examiner les facteurs à l'origine de la situation actuelle dans les services éducatifs, d'évaluer les réformes en cours et de formuler des recommandations axées sur les points suivants :

- Accroître encore la couverture de l'enseignement secondaire, de façon que les élèves quittent l'école avec un minimum de qualifications, en sensibilisant davantage au rendement élevé de l'éducation et en offrant des cursus plus diversifiés et plus pertinents.

Graphique 1.9. **Niveau d'études de la population d'âge actif**
Population ayant au moins un diplôme du deuxième cycle du secondaire, 2003¹



1. Pourcentage de chaque groupe d'âge. 2002 pour la République tchèque, l'Irlande, l'Italie et les Pays-Bas.

Source : OCDE, base de données sur les statistiques du marché du travail.

- Améliorer la qualité des services éducatifs à tous les niveaux, en faisant un meilleur usage de ressources publiques déjà importantes et en veillant à ce que l'autonomie des établissements scolaires soit efficacement mise à profit.

Moderniser l'économie en améliorant l'enseignement supérieur, la formation des adultes et l'innovation

On se rend compte de plus en plus que les connaissances, concept plus large que les compétences, sont de plus en plus importantes lorsqu'il s'agit de rester compétitif dans une société moderne. S'il faut renforcer la base de connaissances au Portugal, c'est aussi parce que la concurrence est de plus en plus vive de la part des nouveaux États membres de l'UE et de plusieurs pays émergents dans les activités à forte intensité en qualifications. Le Portugal doit poursuivre dans la voie de la spécialisation commerciale en faveur des produits à forte intensité en technologie et en capital, processus qu'il a engagé dans les années 90, essentiellement sous l'effet des projets d'investissement direct étranger. Pour accélérer ce processus, il faut améliorer le capital humain. En outre, une population globalement plus instruite pourra mieux s'adapter au changement technologique et se montrera en général plus innovatrice. L'éducation initiale ne suffit pas pour faire face à une demande de compétences qui ne cesse de s'accroître et d'évoluer. La formation des adultes est également importante pour le recyclage des travailleurs; or, au Portugal, le temps consacré à la formation des adultes compte parmi les plus faibles en Europe.

Le Portugal doit également s'attaquer au bas niveau de sa R-D et de son innovation. Les études réalisées par l'OCDE font clairement apparaître le lien entre le capital humain, la R-D et la productivité. Dans le cas de la R-D, le Portugal se classe bien au-dessous de la moyenne de l'OCDE, surtout pour l'intensité des entreprises en R-D. Cela est d'autant plus fâcheux que les données internationales montrent que les dépenses de R-D sont celles qui influent le plus directement à long terme sur la croissance économique (OCDE, 2003).

Les autorités portugaises se sont lancées dans une stratégie ambitieuse d'amélioration de la productivité qui vise à renforcer la position du Portugal dans la science et la technologie. La stratégie actuelle va dans le sens d'un plus grand rôle du gouvernement, notamment en augmentant les dépenses pour l'enseignement supérieur et en accordant des aides publiques pour le développement technologique et scientifique. La mise en œuvre de ces mesures ne sera pas aisée, surtout dans l'optique d'un rapport coût-efficacité optimal des ressources publiques. On verra au chapitre 4 quels sont les trois principaux domaines dans lesquels il faudra améliorer le capital humain et l'innovation :

- Faire en sorte que l'enseignement supérieur soit de meilleure qualité et plus diversifié en rationalisant le système, en renforçant la capacité scientifique, en instaurant plus de concurrence et en mettant en place un système de financement plus équitable et plus efficient.
- Accroître les compétences des travailleurs en élargissant la participation à la formation des adultes et en renforçant les avantages liés à la formation.
- Stimuler l'innovation dans les entreprises et les établissements de recherche, en resserrant les liens qui les unissent, en instaurant une coopération étroite entre le secteur public et le secteur privé et en veillant à l'efficacité des mesures fiscales d'incitation.

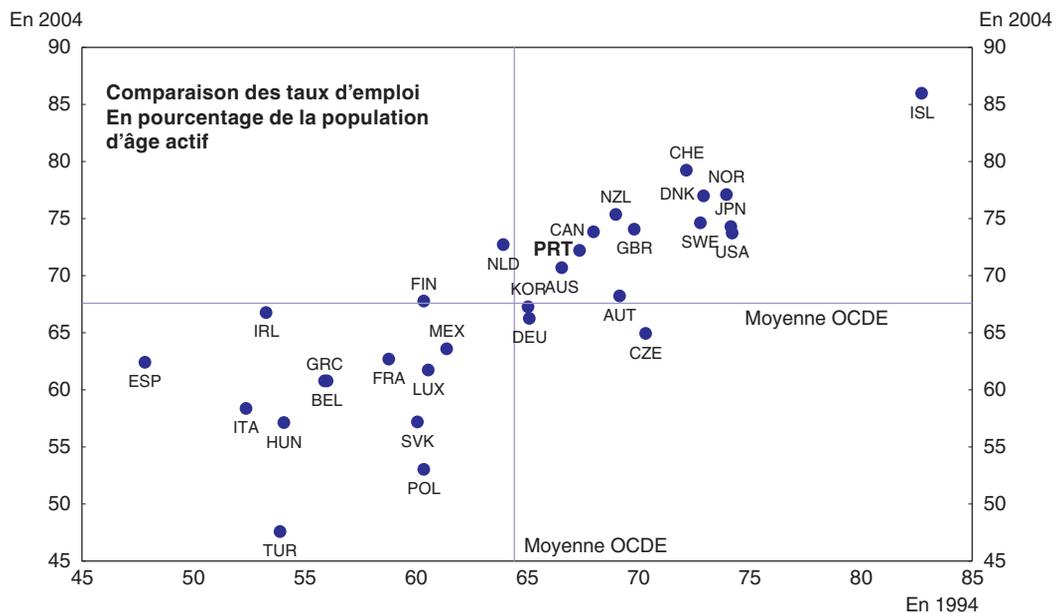
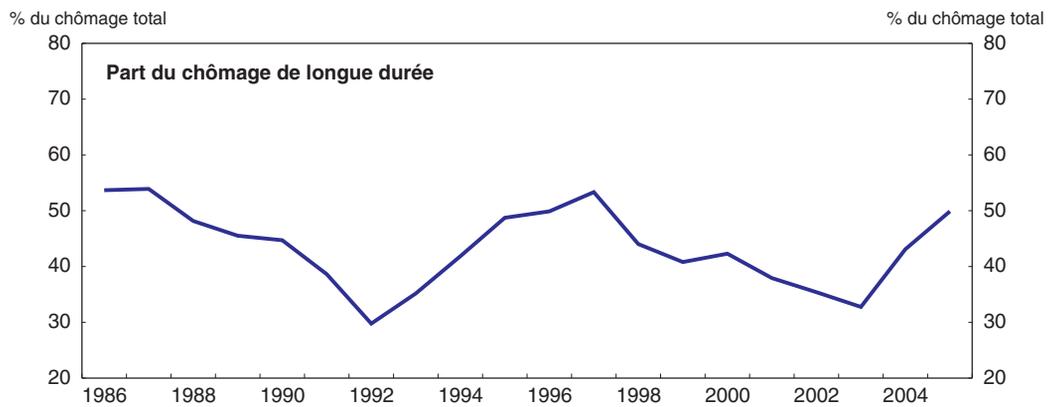
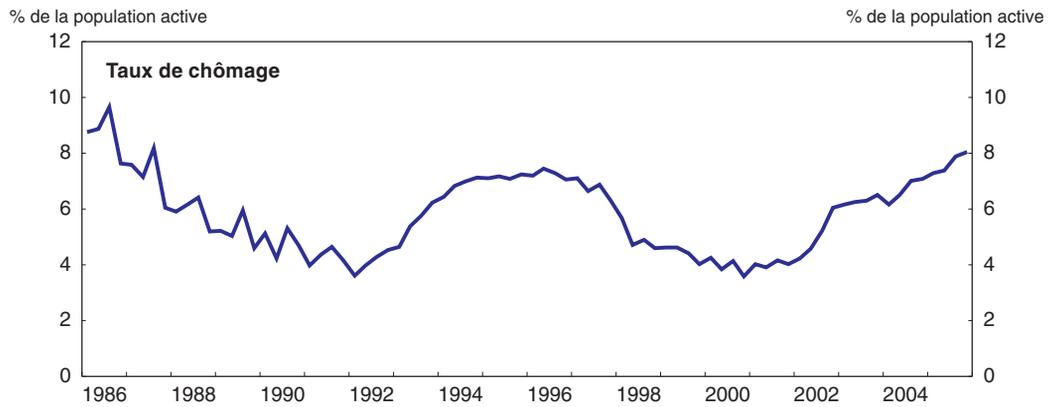
Créer un environnement plus dynamique pour les entreprises et améliorer le fonctionnement du marché du travail

De meilleures conditions cadres contribueraient au développement d'activités plus modernes et plus innovantes. Les mesures qui ont pour but de réduire encore le coût des activités industrielles et commerciales peuvent stimuler la croissance de la productivité. Cela favoriserait la création de petites entreprises innovantes et leur développement ultérieur, serait bénéfique pour l'expansion des grandes entreprises et attirerait également davantage de sociétés étrangères.

Le nouvel environnement international exige une action efficace en vue d'une plus grande ouverture des marchés de produits et du marché du travail. Une plus vive concurrence est le meilleur moyen de renforcer partout l'innovation, de façon à accélérer la croissance de la productivité. Dans les industries de réseau, plus de concurrence ferait baisser les prix, encore élevés, notamment dans les télécommunications et l'électricité, ce qui diminuerait les coûts des facteurs de production et se traduirait donc par un gain de compétitivité dans le secteur des entreprises.

Les problèmes qui se font jour sur le marché du travail appellent également un ensemble d'actions. Les taux de chômage atteignent des niveaux relativement élevés par rapport à la normale pour le pays. De plus, ce qui n'est pas surprenant dans cette phase du cycle, la proportion de chômeurs de longue durée a augmenté (graphique 1.10). Dans ce contexte et eu égard au nouvel environnement de faible inflation, les salaires réels ne réagissent pas suffisamment au ralentissement de la croissance de la productivité, alors qu'on avait observé plus de flexibilité lors des périodes précédentes de décélération. Les

Graphique 1.10. Indicateurs du marché du travail



Source : OCDE, Principaux indicateurs économiques et base de données sur les statistiques de l'emploi et de la main-d'œuvre.

taux d'emploi restent élevés et l'emploi stagne; mais les créations d'emplois concernent de plus en plus les contrats à durée déterminée, la part des contrats à durée indéterminée étant en baisse. Cette évolution tient à la rigueur de la législation protectrice de l'emploi applicable aux contrats à durée indéterminée¹². Les chefs d'entreprise se montrent réticents à embaucher sur contrat à durée indéterminée lorsque l'incertitude s'amplifie. L'existence d'un marché dual du travail n'est pas seulement une source d'inefficience; elle tend aussi à réduire les incitations des entreprises à assurer la formation et est préoccupante du point de vue social.

Les progrès ont été inégaux dans l'ouverture des marchés de produits et du marché du travail. En ce qui concerne la réglementation des marchés de produits, où l'action menée a permis au Portugal de se maintenir dans une position globalement moyenne si l'on considère la zone de l'OCDE, il est essentiel de poursuivre la déréglementation. Pour ce qui est du marché du travail, la réforme de 2003 du code du travail ne s'est pas pleinement attaquée à la législation protectrice de l'emploi, particulièrement restrictive pour le licenciement individuel. Il faut faciliter la réaffectation de la main-d'œuvre à son utilisation la plus productive. Il faudra revoir la réglementation actuelle et surmonter la résistance au changement, ce qui sera en définitive bénéfique aussi bien pour les entreprises que pour les travailleurs. Le chapitre 5 examine le processus de réforme en cours sur les marchés de produits et sur le marché du travail, en proposant une série de mesures dont les grands axes sont les suivants :

- Alléger encore les lourdes formalités réglementaires et administratives qui entravent la création, l'expansion et la disparition des entreprises.
- Promouvoir la concurrence dans l'ensemble de l'économie afin d'assurer une meilleure allocation des ressources et de faire baisser les prix.
- Accroître la flexibilité pour l'embauche, le licenciement et les conditions de travail afin de faire reculer le chômage et de stimuler la création d'emplois sur contrat à durée indéterminée dans le nouvel environnement international plus compétitif.

Conclusion

Puisque cinq années ont été perdues pour le rattrapage et que les perspectives à moyen terme ne vont pas dans le sens d'une nette amélioration, il est urgent de mettre en œuvre les mesures qui permettront de retrouver une plus forte croissance. Les travaux que l'OCDE a consacrés à la croissance illustrent les liens étroits de complémentarité entre les réformes. Par exemple, si l'on ne progresse pas suffisamment dans le domaine de la formation du capital humain, les retombées bénéfiques d'une plus grande ouverture des marchés de produits et d'une flexibilité accrue du marché du travail risquent de ne pas se concrétiser pleinement. Cela est vrai tout particulièrement dans le cas du Portugal. Pour accélérer durablement la productivité, il faut une stratégie de large portée. L'expérience récente du Portugal souligne en outre toute l'importance de la continuité dans les décisions et d'une mise en œuvre efficace (voir l'annexe 1.A1 concernant les progrès des réformes structurelles). Il faut accélérer le rythme des réformes, en particulier dans les domaines où un certain délai est nécessaire pour obtenir une plus forte croissance de la productivité. Mais certaines réformes peuvent donner rapidement des résultats, par exemple la déréglementation de certains marchés de produits, alors que d'autres prendront plus de temps, ce qui est le cas pour l'éducation. On analysera dans les chapitres qui suivent les principaux enjeux des réformes à mettre en œuvre.

Notes

1. La croissance démographique ayant été quasiment stationnaire, le PIB par habitant a également augmenté en moyenne de 3½ pour cent entre 1987 et 2000, soit 1 point de plus que la croissance moyenne de l'UE par habitant.
2. Pour une comparaison de l'évolution des niveaux de vie ces 20 dernières années, voir l'annexe 1.A2, graphique 1.A2.1.
3. L'estimation de l'écart de production est sujette à une marge d'erreur. La production potentielle est déterminée à partir d'une fonction de production prenant en compte le stock de capital, les variations de l'offre de travail, la productivité des facteurs et le taux de chômage non accélérateur de l'inflation (NAIRU) pour chaque pays de l'OCDE.
4. Indicateurs de résilience mesurés pour la période 1999-2002 sur la base de l'écart de production.
5. L'impact négatif de l'effet de composition de la production tient essentiellement à une structure initiale inadéquate. Voir à ce sujet S. Cabral (2004).
6. Une comparaison de l'avantage comparatif révélé entre le Portugal et quatre nouveaux États membres de l'UE (Hongrie, Pologne, République slovaque et République tchèque) montre que la spécialisation commerciale a évolué de la même manière dans ces pays, à savoir en faveur des biens de plus haute technologie (notamment, l'automobile et divers biens d'équipement), au détriment des activités à forte intensité en main-d'œuvre ou des activités reposant sur l'exploitation des ressources naturelles (OCDE, *Étude économique du Portugal*, 2004).
7. Selon les statistiques du Bureau du travail des États-Unis, les coûts horaires de main-d'œuvre pour les ouvriers du secteur manufacturier sont passés de 23 à 30 % du coût observé aux États-Unis entre 2000 et 2004. Ces deux mêmes années, les coûts portugais étaient de l'ordre d'un quart des coûts moyens dans l'Union européenne à 15.
8. Les entrées d'IDE ont été très instables ces dernières années, aussi bien au Portugal que dans les pays de l'UE. Au Portugal, les flux d'IDE comprennent des opérations fréquentes et de grande dimension qui sont le fait de sociétés ayant leur siège dans les zones franches de Madère et Santa Maria. La banque centrale indique maintenant ces flux avec et sans les opérations offshore.
9. Le déficit budgétaire moyen pour la zone euro a atteint 3 % du PIB, alors que dans les trois grands pays de la zone, Allemagne, France et Italie, il s'est établi entre 4 et 4½ pour cent du Pays. Corrigé des fluctuations conjoncturelles, le déficit du Portugal s'est chiffré à 4 % du PIB en 2005.
10. Sur la base des estimations de l'OCDE de décembre 2005 (N°78 des *Perspectives économiques* de l'OCDE).
11. Le Portugal a pris au fil des années dans un certain nombre de domaines des mesures parallèles à celles observées dans les autres pays, de sorte que sa position relative ne s'est pas dégradée; elle s'est même améliorée dans certains domaines entre 1998 et 2003. Des exemples d'évolution en ce sens sont illustrés à l'annexe 5.A1 : obstacles à l'entrepreneuriat (graphique 5.A1.1); obstacles à l'entrée, notamment complexité des procédures administratives (graphique 5.A1.2); obstacles à l'IDE (graphique 5.A1.3). Pour ce qui concerne l'intervention de l'État dans les activités des entreprises, la réglementation portugaise reste plus restrictive qu'elle ne l'est en moyenne dans la zone de l'OCDE (graphique 5.A1.4). Les progrès accomplis par le Portugal au cours des 12 mois écoulés dans la mise en œuvre des priorités recensées un an plus tôt sont signalés dans OCDE (2006), partie I, chapitre 2, note relative au Portugal.
12. Des indicateurs détaillés concernant la législation protectrice de l'emploi sont illustrés (et commentés) au chapitre 5, graphique 5.5.

Bibliographie

- Cabral, S. (2004), « Recent evolution of Portuguese export market shares in the European Union », Banco de Portugal, *Economic Bulletin*, décembre.
- Cardoso, P. (2005), « Household behaviour in a monetary union: what can we learn from the case of Portugal? » ECFIN Country Focus, vol. 2, n° 20, décembre.
- OCDE (2003), *Les sources de la croissance économique dans les pays de l'OCDE*, OCDE, Paris.
- OCDE (2006), *Réformes économiques : objectif croissance*, OCDE, Paris.

ANNEXE 1.A1

Progrès des réformes structurelles

Ce tableau illustre les mesures qui ont été prises à la suite des recommandations formulées dans les *Études* précédentes. Les recommandations plus détaillées qui s'appuient sur l'analyse de la présente *Étude* figurent dans les différents chapitres.

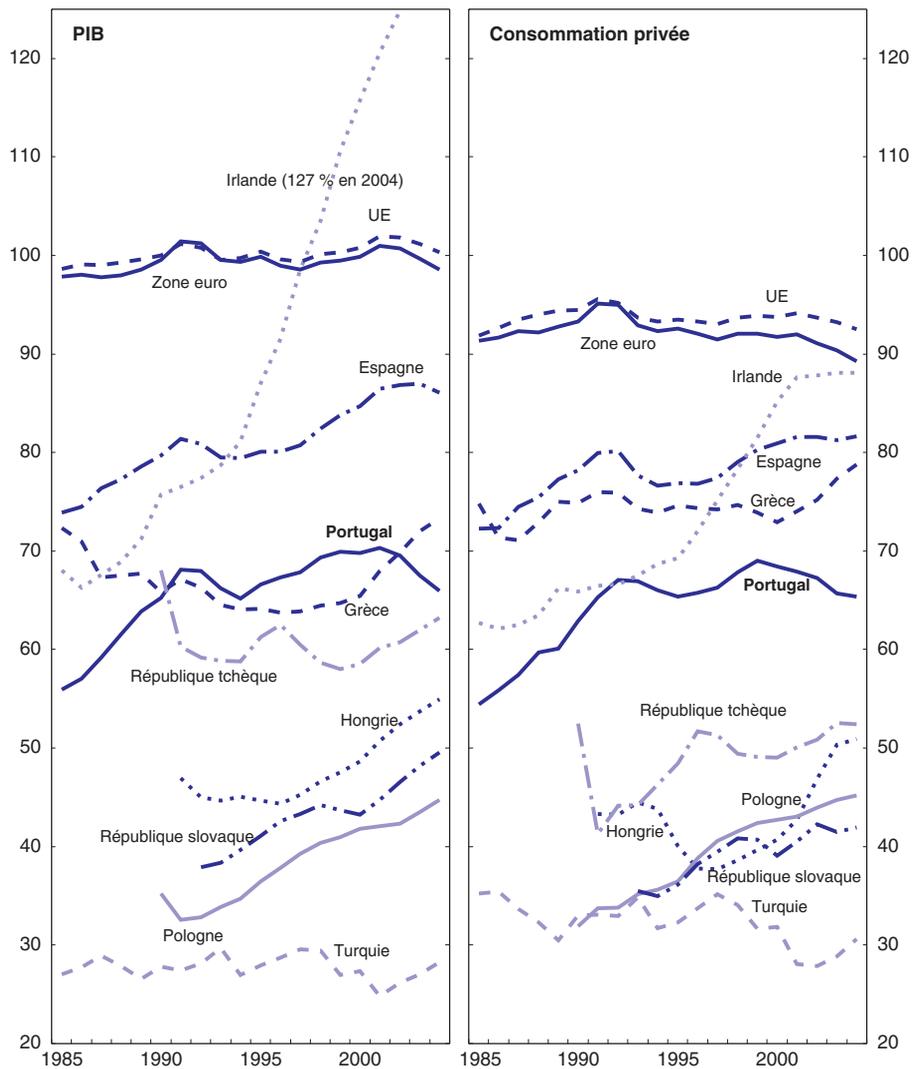
Recommandations	Mesures prises depuis l' <i>Étude</i> précédente (novembre 2004)
AMÉLIORER LES QUALIFICATIONS ET LES COMPÉTENCES DE LA POPULATION ACTIVE	
Améliorer la qualité de l'enseignement dans le système éducatif et renforcer les programmes d'enseignement professionnel et technique	
Élargir l'accès à l'enseignement préscolaire	En cours
Améliorer l'enseignement primaire et accroître l'équipement informatique des établissements scolaires	En cours
Mettre en œuvre les mesures annoncées de révision des programmes dans le secondaire	L'application a débuté pour la 10 ^e classe durant l'année scolaire 2004/05 et s'est poursuivie pour la 11 ^e classe en 2005/06
Créer davantage d'écoles techniques et développer l'enseignement professionnel	Planifié
Renforcer les incitations des professionnels de l'éducation	
Suivre et diffuser les résultats de l'évaluation en cours des établissements scolaires, en récompensant ceux qui obtiennent les meilleurs résultats	Les autorités tardent à donner suite à l'évaluation des établissements scolaires
Renforcer les incitations des enseignants et des chefs d'établissement et les responsabiliser davantage	Mesure prévue dans le contexte plus large de la réforme de l'administration publique
Améliorer l'enseignement supérieur	
Progresser dans l'évaluation et l'homologation des cours/universités	En cours
Rationaliser, en mettant fin aux cours qui n'ont que très peu d'étudiants, ou en les fusionnant	En cours
Favoriser la formation et le recyclage des travailleurs	
Encourager la formation et le recyclage des actifs	En cours ; des mesures de soutien de la demande sont prévues
Élargir l'application du système national de certification	En cours, application lente
RÉFORMES EN VUE D'UNE UTILISATION EFFICACE DE LA MAIN-D'ŒUVRE	
Assouplir la législation sur la protection de l'emploi, faire en sorte qu'elle ne constitue pas un obstacle à l'embauche sur contrat à durée indéterminée	Aucune mesure
Suivre l'application des nouvelles règles régissant l'emploi à durée déterminée, afin d'éviter les abus, tout en maintenant un environnement flexible	En cours
Veiller à ce que les mesures actives du marché du travail soient plus efficaces en améliorant la capacité des services publics de l'emploi pour la mise en correspondance de l'offre et de la demande	Planifié

Recommandations	Mesures prises depuis l'Étude précédente (novembre 2004)
INTENSIFIER LA CONCURRENCE SUR LES MARCHÉS DE PRODUITS	
L'Autorité de la concurrence devrait continuer à s'efforcer de sensibiliser l'opinion publique et de faire respecter la loi sur la concurrence, en imposant les mesures correctrices et/ou les amendes appropriées aux contrevenants	En cours
Poursuivre la libéralisation du marché de l'électricité dans la perspective du MIBEL	En cours
Intensifier la concurrence dans les télécommunications, en particulier dans les services fixes à longue distance	Mesures prises par le régulateur sectoriel ; il reste à séparer la propriété du réseau de téléphonie fixe de celle du réseau câblé
RÉDUIRE LES FORMALITÉS ET AUTRES COÛTS IMPOSÉS AUX ENTREPRISES	
Mettre en œuvre rapidement les mesures d'allègement des formalités et de réduction des autres coûts imposés aux entreprises	En cours, notamment avec le programme «l'entreprise juste à temps»
Simplifier le système fiscal et élargir l'assiette des impôts sur le revenu	De légers progrès dans le budget 2006

ANNEXE 1.A2

Informations complémentaires concernant le chapitre 1

Graphique 1.A2.1. **Le niveau de vie dans la zone de l'OCDE**
 Par habitant, à prix constants 2000, en USD (PPA), OCDE = 100¹



1. Sauf Hongrie, Pologne, République slovaque et République tchèque.

Source : OCDE, Comptes nationaux.

ANNEXE 1.A3

Résultats obtenus et mesures prises dans certains domaines de l'environnement

La pollution atmosphérique et la qualité de l'eau étaient parmi les problèmes d'environnement examinés dans l'*Étude économique du Portugal* publiée par l'OCDE en 2003. Dans ces deux domaines, l'action du Portugal est déterminée avant tout par la législation de l'Union européenne.

Objectifs généraux de la politique de l'environnement au Portugal

La politique conduite aujourd'hui dans le domaine de l'environnement s'inscrit dans le contexte des priorités définies au niveau de l'Union européenne et des volets pertinents de la stratégie de Lisbonne. Cette dernière n'aborde qu'indirectement les questions d'environnement, par le biais des infrastructures et de l'énergie. Elle recommande : i) d'étendre et d'améliorer les infrastructures européennes, et ii) de renforcer les incitations fiscales et autres pour favoriser l'utilisation durable de l'énergie et encourager la recherche sur l'efficacité énergétique, les technologies énergétiques propres et les sources d'énergie renouvelables.

Les objectifs généraux de la politique de l'actuel gouvernement sont : *premièrement*, de permettre la convergence environnementale avec les autres pays d'Europe, ce qui suppose notamment des investissements supplémentaires dans l'assainissement et le traitement des résidus solides; *deuxièmement*, d'œuvrer à la cohésion au niveau national en augmentant la part de la production d'énergie d'origine renouvelable¹, et au niveau international en poursuivant les objectifs fixés dans le Protocole de Kyoto. Les sections qui suivent proposent une évaluation des résultats obtenus et des mesures prises en matière de pollution atmosphérique, de pollution et d'utilisation de l'eau et d'élimination des déchets solides.

Pollution atmosphérique

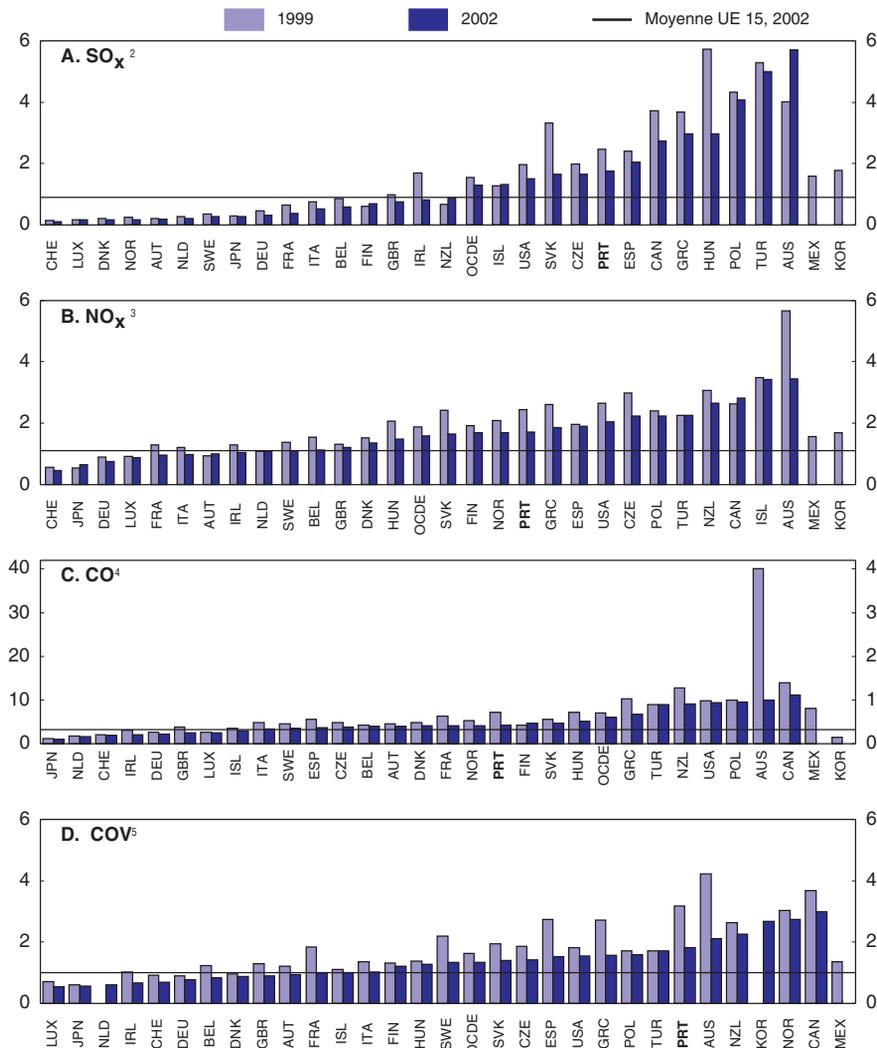
Résultats récents

Le pays est déterminé à poursuivre les objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre prévus par le Protocole de Kyoto, et certains progrès ont été accomplis en ce sens. S'agissant de la pollution de l'air, le Portugal est du fait de sa situation géographique un « exportateur net » de polluants atmosphériques. Des transferts d'émissions ont lieu vers d'autres régions (pour moitié environ) ou vers la mer. Pour les pouvoirs publics, la difficulté consiste avant tout à remédier aux problèmes de pollution locale et à respecter

les objectifs d'émission fixés dans la législation européenne sans mettre trop lourdement à contribution l'économie. Le Portugal a amélioré ses performances, puisque l'intensité de pollution de son activité économique a baissé d'un tiers environ entre 1998 et 2002. Cette baisse concerne l'ensemble des polluants atmosphériques classiques, y compris les oxydes d'azote (NO_x), dont les émissions étaient pourtant en constante progression durant les années 90, et les composés organiques volatils (COV), qui sont considérés avec les NO_x comme les principaux précurseurs de la pollution photochimique. Néanmoins, le niveau des émissions par unité de PIB reste sensiblement supérieur à la moyenne de l'UE15 (graphique 1.A3.1).

Graphique 1.A3.1. **Émissions de polluants atmosphériques**¹

Par unité de PIB (kg pour 1 000 USD)

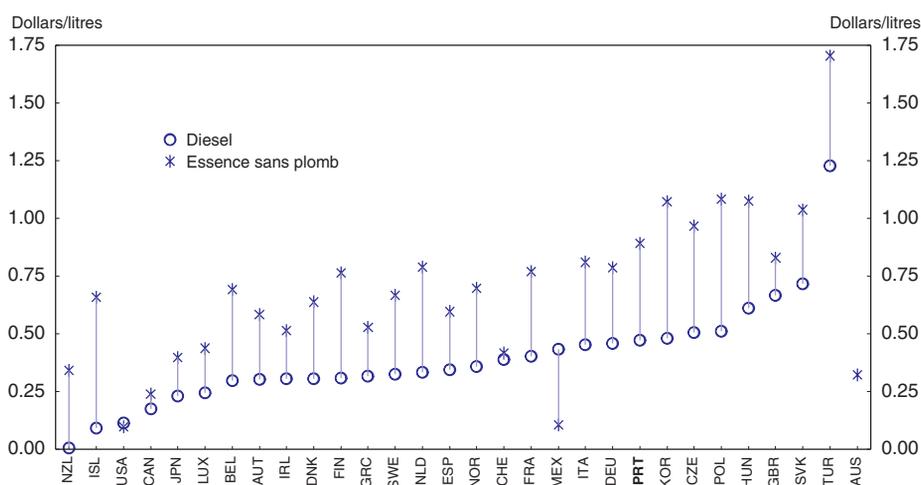


1. Émissions des polluants atmosphériques traditionnels.
2. Oxydes de soufre, les données sont exprimées en quantités de SO_2 .
3. Oxydes d'azote, les données sont exprimées en quantités de NO_2 .
4. Monoxyde de carbone.
5. Composés organiques volatils.

Source : OCDE, données sur l'environnement, Recueil 2002 et 2004.

Les transports routiers sont parmi les principaux responsables de la pollution atmosphérique, alors que les incitations émanant de la fiscalité sont inadéquates : les frais d'immatriculation élevés découragent l'achat de véhicules neufs, les propriétaires de véhicules anciens bénéficient d'une taxe de circulation allégée, et l'essence est taxée plus lourdement que le gazole (graphique 1.A3.2). Il est vraisemblable que les incitations existantes ont ralenti les progrès attendus sous l'effet du durcissement des normes d'émission et de celles visant les carburants au niveau de l'UE. La baisse des émissions totales des transports routiers au Portugal n'a pas été à la hauteur des prévisions qui avaient été établies en tenant compte des normes européennes et de l'accroissement projeté de la longueur et de la fréquence des déplacements routiers².

Graphique 1.A3.2. **Taxes sur le gazole et sur l'essence**
2003



Source : OCDE (2005), *Indicateurs sur l'environnement*, OCDE, Paris.

La croissance interrompue du secteur des transports et ses effets corollaires en termes de pollution sont un sujet de préoccupation au sein de l'UE en général, puisque les transports routiers représentent environ un quart de la consommation d'énergie et des émissions de CO₂ de l'Union. Les niveaux d'émissions des véhicules et leur consommation énergétique sont largement perfectibles, mais les technologies requises restent plus onéreuses que celles employées dans la construction de véhicules traditionnels. C'est pourquoi la Commission européenne a décidé de promouvoir le développement d'une nouvelle génération de véhicules plus sobres et plus propres. La directive élaborée à cet effet prévoit que les organismes publics (État, collectivités territoriales, organismes de droit public, entreprises publiques et les opérateurs engagés contractuellement par des organismes publics pour fournir des services de transport) seront soumis à l'obligation d'attribuer un quota minimum de 25 % de leurs acquisitions annuelles (achats ou leasing) de véhicules lourds à des « véhicules plus respectueux de l'environnement », tels que définis dans la norme de performance européenne.

Moyens d'action disponibles pour faire baisser la pollution atmosphérique

Le système d'échange de quotas d'émission

Le Portugal participe en ce qui concerne le CO₂ au système européen d'échange de quotas d'émission, l'une des mesures clés de la lutte contre le changement climatique au niveau de l'UE. Fin 2004, il a modifié sa législation pour transposer en droit national les directives communautaires pertinentes. Le pays a également établi un registre dans l'optique des quotas (l'inventaire des émissions de gaz à effet de serre du Portugal). L'échange de droits d'émission devrait permettre aux entreprises portugaises – comme à celles des autres pays européens – d'atteindre au moindre coût les objectifs fixés dans le Protocole de Kyoto. Dans le cadre de la première phase, de 2005 à 2007, le Portugal et les autres États membres de l'UE définissent le nombre total de quotas d'émission et procèdent à leur allocation.

Modification des incitations fiscales

En principe, il est possible de faire en sorte que la fiscalité frappant les différentes formes d'énergie reflète de façon assez précise les externalités environnementales associées à l'utilisation de chacune. Les taxes sur les carburants et sur les véhicules à moteur représentent l'essentiel des taxes liées à l'environnement. Au Portugal comme dans la plupart des autres pays de l'OCDE, l'écart entre la fiscalité du gazole et celle de l'essence demeure important³. Contrairement à ce que l'on observe au Danemark et en Norvège, il n'existe pas de taxes spécifiques à finalité environnementale, comme les taxes différenciées sur l'utilisation du réseau routier ou les taxes plus élevées sur les véhicules diesel⁴. Cependant, les propriétaires de vieux véhicules sont incités à les retirer de la flotte, la taxe d'immatriculation sur un nouveau véhicule étant réduite s'ils rendent leur ancien véhicule aux autorités. La taxe d'immatriculation est aussi réduite pour les véhicules alimentés à l'électricité ou au gaz ou pour les véhicules hybrides.

En 2005, le gouvernement portugais a lancé la première phase d'une réforme de la fiscalité du secteur des transports qui est axée sur l'environnement. Les principales mesures déjà mises en œuvre sont : premièrement, une modification de la taxe automobile (IA), qui a baissé pour les acheteurs de véhicules neufs « plus propres » (produisant moins d'émissions polluantes) et augmenté pour ceux qui acquièrent des véhicules plus polluants (à moteur diesel ou à l'origine d'émissions élevées de CO₂, par exemple); deuxièmement, l'instauration d'une exonération des droits d'accise sur les produits pétroliers au titre du développement et de la production de biocarburants (bioéthanol et biodiesel), à la suite de la directive de l'UE de 2003⁵. Le gouvernement portugais étudie aussi la possibilité de remplacer la taxe automobile (IA) par deux nouveaux impôts : une « taxe d'immatriculation » (semblable au dispositif actuel, mais avec des taux d'imposition moins élevés) et une « taxe de circulation » annuelle (perçue sur les véhicules neufs et anciens et prévoyant un traitement fiscal privilégié pour ceux qui sont moins polluants et font appel à des technologies économes en énergie).

Pollution et utilisation de l'eau

Résultats obtenus

Le Portugal a réussi à réduire la pollution des cours d'eau entre le début des années 1980 et le milieu des années 90, grâce à la construction de stations d'épuration qui ont permis de faire baisser la demande biochimique en oxygène (DBO)⁶. En revanche,

d'après les indicateurs disponibles qui couvrent la période jusqu'au début des années 2000, la situation ne s'est pas améliorée depuis lors. En moyenne sur les trois dernières années disponibles (1999-2001), la qualité de l'eau observée dans trois des principaux cours d'eau (Tage, Douro, Guadiana)⁷ était en gros identique à celle relevée au cours des années 1994-96 pour ce qui est des concentrations de nitrates et de phosphore (après une détérioration prononcée au cours de la première période); cependant, si l'on se réfère à la DBO, la qualité de l'eau a cessé de s'améliorer et a même baissé dans l'un des trois cours d'eau considérés.

La qualité peu satisfaisante de l'eau des rivières et des fleuves portugais tient notamment aux carences dans le domaine de l'épuration des eaux usées, qui compromettent la viabilité du développement économique. Le taux de raccordement aux stations d'épuration publiques a certes augmenté, mais reste inférieur à la moyenne de l'OCDE. Au début des années 2000, un tiers environ de la population n'était toujours pas raccordé à un réseau d'assainissement, et moins de la moitié était raccordée à une station d'épuration. Les installations qui appliquent un traitement plus poussé – secondaire (biologique) ou tertiaire (chimique) – demeurent trop peu nombreuses au Portugal⁸.

Les ressources en eau font l'objet d'une utilisation intensive, et le premier responsable des prélèvements d'eau douce est l'irrigation. Le Portugal a connu une réorientation de l'agriculture vers des activités grosses consommatrices d'eau, en partie sous l'effet de la politique agricole commune qui a encouragé de nouvelles pratiques plus intensives.

Action des pouvoirs publics

Les paramètres économiques et financiers devraient être améliorés afin de développer le traitement des eaux usées et de prévenir une utilisation excessive des ressources en eau douce. Étant donné que le volume d'eaux usées produit est étroitement lié à la consommation d'eau totale des ménages, il serait indiqué de développer le comptage et de facturer l'eau en fonction de la consommation, à des prix qui permettent de couvrir les frais d'exploitation et d'investissement. En ce qui concerne les entreprises industrielles raccordées au réseau public d'assainissement, la surveillance et la taxation appropriée de leur production de polluants permettraient de créer les incitations idoines et de récupérer une partie des coûts de collecte et de traitement des eaux usées. Dans le secteur agricole, l'application effective des règles en vigueur et des sanctions prévues aiderait à maîtriser la pollution. En outre, la lutte contre la surexploitation de l'eau et la pollution qui l'accompagne passe nécessairement par une modification des incitations économiques et financières. Une loi sur l'eau a été adoptée en septembre 2005 afin de transposer dans la législation nationale la directive cadre européenne sur l'eau de 2000. Elle met l'accent sur la nécessaire internalisation des coûts des activités qui sont de nature à nuire à la qualité de l'eau ou à entraîner une utilisation excessive des ressources; elle envisage également la couverture des coûts des services publics pour garantir la fourniture d'eau de qualité adéquate en quantités suffisantes. Cette loi devrait être mise en œuvre rapidement.

Élimination des déchets solides

Dans le domaine de l'élimination des déchets solides, où le Portugal ne possède pas des infrastructures suffisantes, de nouveaux investissements sont prévus. Au niveau de l'UE plus généralement, les infrastructures ne sont pas de taille pour absorber l'accroissement de la production de déchets découlant de la croissance du PIB. La directive

communautaire régissant la question des déchets au sein de l'UE date de 1975 et doit être modernisée. La directive proposée prévoit :

- l'amélioration des modes d'utilisation des ressources ;
- l'obligation pour les pays d'établir un programme national de prévention de la production de déchets qui devra être définitivement au point trois années après l'entrée en vigueur de la directive ;
- la définition de normes environnementales précisant dans quelles conditions certains déchets recyclés ne sont plus considérés comme des déchets, afin d'améliorer le marché du recyclage ;
- la simplification de la législation relative aux déchets, moyennant la clarification des définitions, la rationalisation des dispositions et l'intégration des directives relatives aux déchets dangereux et aux huiles usagées, cette dernière mettant l'accent sur la collecte.

Notes

1. Le gouvernement a annoncé de nouvelles subventions en faveur de l'investissement privé dans les énergies propres, conformément à la stratégie de Lisbonne. En outre, un important programme de développement de l'énergie éolienne est mis sur pied.
2. L'analyse des émissions des transports routiers au Portugal en 2002 sur la base de l'indice 1995 = 100 révèle des progrès inégaux. En ce qui concerne le monoxyde de carbone (CO), l'indice était de 77.7, à peine inférieur aux attentes pour 2000 et largement supérieur à l'objectif pour 2005 (54). S'agissant des oxydes d'azote (NO_x), l'indice était passé à 104.7 alors qu'on avait tablé sur 79 à l'horizon 2000. Concernant les composés organiques volatils (COV), enfin, l'indice des émissions était tombé à 67, soit moins que le niveau anticipé pour 2000, mais toujours largement plus que l'objectif pour 2005 (54). Voir la base de données sur l'environnement de l'OCDE pour des données récentes; on trouvera dans *l'Étude économique du Portugal, 2003*, tableau 21, les normes de l'UE et les niveaux d'émissions attendus au Portugal.
3. Voir I. Joumard (2001), « Tax systems in European Union countries », *Document de travail n° 301 du Département des affaires économiques* de l'OCDE, et P. O'Brien et A. Vourc'h (2001), "Encouraging environmentally sustainable growth: experience in OECD countries", *Document de travail n° 293 du Département des affaires économiques* de l'OCDE.
4. La Suède recourt à des droits de passage modulés en fonction de critères environnementaux, tandis que la Norvège s'attache à désavantager les véhicules polluants en frappant d'une taxe annuelle calculée en fonction du poids des véhicules diesel qui ne respectent pas les normes d'émission de l'UE. Une étude réalisée en 2003 par Deloitte and Touche sur les instruments fiscaux employés à des fins environnementales est disponible en portugais sur le portail de l'Institut de l'environnement du ministère portugais de l'Environnement : www.iambiente.pt/portal/page?_pageid=33,1&_dad=gov_portal_ia&_schema=GOV_PORTAL_IA.
5. Il est toutefois à noter que l'énergie nécessaire à la production des biocarburants et les engrais utilisés pour les cultures qui servent de produits de base atténuent l'avantage global procuré par ces carburants.
6. L'évolution de la qualité de l'eau sur le début de la période doit être interprétée avec prudence, car jusqu'au début des années 90, le vaste réseau de surveillance aujourd'hui en service n'existait pas encore et seuls quelques cours d'eau assez sérieusement touchés par la pollution étaient surveillés.
7. Les données de l'OCDE sur l'environnement indiquent pour chaque pays la qualité de l'eau de certains cours d'eau alimentés par un vaste bassin hydrographique; elles permettent d'évaluer les évolutions à l'œuvre dans les pays, mais ne se prêtent pas à des comparaisons internationales en raison de différences de méthodes de mesure.
8. OCDE, *Indicateurs d'environnement* 2005.

Table des matières

Résumé	8
Évaluation et recommandations	11
Chapitre 1. Performance économique et principaux enjeux	21
Performance récente : le processus de rattrapage s'est enlisé	22
Retrouver une croissance plus rapide : les principaux enjeux	33
Conclusion	38
Notes	39
Bibliographie	39
Annexe 1.A1. Progrès des réformes structurelles	40
Annexe 1.A2. Informations complémentaires concernant le chapitre 1	42
Annexe 1.A3. Résultats obtenus et mesures prises dans certains domaines de l'environnement	43
Chapitre 2. Assurer la viabilité des finances publiques	49
Pourquoi la réduction du déficit de 2002-04 a-t-elle été de courte durée?	53
Maximiser les chances de réussite du nouveau programme	56
D'autres mesures s'imposent pour assurer la viabilité budgétaire	65
Notes	70
Bibliographie	71
Annexe 2.A1. Informations complémentaires concernant le chapitre 2	73
Chapitre 3. Améliorer la performance du système éducatif	77
Vue d'ensemble du fonctionnement du système	78
Comment améliorer les résultats du système éducatif?	83
Conclusions	97
Notes	99
Bibliographie	102
Annexe 3.A1. Tableau synoptique du système d'enseignement et de formation	103
Chapitre 4. Moderniser l'économie en améliorant l'enseignement supérieur, la formation des adultes et l'innovation	105
Assurer une amélioration de l'enseignement supérieur pour un plus grand nombre	106
Améliorer les qualifications de la population active grâce à la formation des adultes	116
Améliorer l'efficacité de la politique d'innovation	119
Conclusion : préparer l'avenir	127
Notes	127
Bibliographie	130
Annexe 4.A1. Informations de base concernant le chapitre 4	132

Chapitre 5. Créer un cadre plus dynamique pour les entreprises et améliorer le fonctionnement du marché du travail	133
Alléger les charges réglementaires et administratives	134
Promouvoir une concurrence effective	136
Réformer la réglementation du marché du travail afin de renforcer la mobilité et la création d'emplois	141
En résumé	149
Notes	150
Bibliographie	151
Annexe 5.A1. Informations complémentaires concernant le chapitre 5	152

Encadrés

1.1. Les prévisions à court terme de l'OCDE pour le Portugal	31
2.1. Les programmes de stabilité et de croissance du Portugal et la procédure concernant les déficits excessifs	51
2.2. Les mesures annoncées en 2005 pour réduire le déficit à court terme	57
2.3. La réforme des pensions du secteur public	60
2.4. Les effets non keynésiens de l'assainissement budgétaire	62
2.5. Accords pluriannuels sur les dépenses et assainissement budgétaire : le cas néerlandais	67
3.1. Novas Oportunidades (Nouvelles opportunités)	89
3.2. Résumé des principales recommandations en matière d'éducation	98
4.1. Expérience des pays de l'OCDE en matière de financement de l'enseignement supérieur	115
4.2. Recommandations pour moderniser l'économie et relancer la compétitivité	126
4.A1.1. Modifications en cours du cadre juridique	132
5.1. La législation relative à la protection de l'emploi, avant et après la réforme de 2003	146
5.2. Résumé des recommandations pour la création d'un cadre d'activité plus dynamique et l'amélioration du fonctionnement du marché du travail	149

Tableaux

1.1. Sources de la croissance du PIB par habitant dans quelques pays de l'OCDE	28
1.2. Prévisions à moyen terme pour le Portugal et d'autres pays de l'OCDE	31
2.1. Épisodes d'assainissement budgétaire dans certains pays de l'OCDE	64
2.2. Indicateurs des charges administratives liées au recouvrement des recettes fiscales et aux arriérés d'impôts	68
2.3. Taxe sur la valeur ajoutée	69
2.A1.1. Situation des principales mesures d'assainissement budgétaire	73
5.1. Prix hors taxes de l'électricité en Europe	139

Graphiques

1.1. La croissance portugaise : comparaison	23
1.2. Écart moyen de production, 2001-05	24
1.3. Le dernier cycle : le Portugal et la zone euro	25
1.4. Résultats à l'exportation et compétitivité	26
1.5. Solde budgétaire au Portugal et dans les autres pays de la zone euro	27
1.6. Croissance tendancielle de la productivité	29

1.7.	Décomposition de l'écart de revenu	30
1.8.	Réglementation des marchés de produits	32
1.9.	Niveau d'études de la population d'âge actif	35
1.10.	Indicateurs du marché du travail	37
1.A2.1.	Le niveau de vie dans la zone de l'OCDE	42
1.A3.1.	Émissions de polluants atmosphériques	44
1.A3.2.	Taxes sur le gazole et sur l'essence	45
2.1.	Soldes budgétaires du Portugal	50
2.2.	Les programmes de stabilité et de croissance du Portugal	52
2.3.	Dépenses primaires des administrations publiques portugaises	54
2.4.	Impact escompté des principales mesures d'assainissement	58
3.1.	Taux de scolarisation des jeunes de 14 à 18 ans	79
3.2.	Taux d'abandon scolaire dans les pays de l'OCDE	79
3.3.	Taux d'emploi des jeunes de 20 à 24 ans	80
3.4.	Résultats des élèves et taux de scolarisation à 15 ans	82
3.5.	Dépenses d'éducation	83
3.6.	Dépenses par élève jusqu'à l'âge de 15 ans et résultats du PISA en 2003	84
3.7.	Répartition des dépenses totales et courantes au titre des établissements d'enseignement	85
3.8.	Rémunération des enseignants du premier cycle du secondaire (2003)	87
4.1.	Résultats de l'enseignement supérieur	107
4.2.	Dépenses au titre de l'enseignement supérieur en pourcentage du PIB par habitant	112
4.3.	Dépenses annuelles par étudiant dans l'enseignement supérieur	113
4.4.	Participation à la formation continue	117
4.5.	Dépenses de R-D et niveaux de revenu, 2003	119
4.6.	Financement public de la R-D	120
4.7.	Investissement dans la connaissance	121
4.8.	État des politiques fiscales et des subventions	123
4.9.	Recherche fondamentale par secteur	124
4.10.	Diplômes universitaires en sciences et en ingénierie	125
5.1.	Prix de l'énergie dans l'industrie	138
5.2.	Tarifs téléphoniques dans la zone de l'OCDE	140
5.3.	Taux d'activité, 1994-2004	142
5.4.	Types d'emploi	143
5.5.	Restrictivité de la législation relative à la protection de l'emploi : principales composantes	145
5.6.	Rentabilité financière d'un retour à l'emploi pour les chômeurs ou les inactifs	147
5.A1.1.	Obstacles à l'entrepreneuriat	152
5.A1.2.	Obstacles à l'entrée	153
5.A1.3.	Obstacles à l'investissement direct étranger	154
5.A1.4.	Contrôle de l'État sur les opérations des entreprises	155
5.A1.5.	Réformes de la réglementation dans les secteurs non manufacturiers, 1998-2003	156

Cette Étude est publiée sous la responsabilité du Comité d'examen des situations économiques et des problèmes de développement, qui est chargé de l'examen de la situation économique des pays membres.

La situation économique et les politiques de la Portugal ont été évalués par le Comité le 8 mars 2006. Le projet de rapport a ensuite été révisé à la lumière de la discussion et finalement approuvé par le Comité plénier le 21 mars 2006.

Le projet de rapport du Secrétariat a été établi pour le Comité par Bénédicte Larre, Stéphanie Guichard et David Haugh sous la direction de Willi Leibfritz.

L'Étude précédente de la Portugal a été publiée en novembre 2004.

STATISTIQUE DE BASE DU PORTUGAL

LE PAYS

Superficie (milliers de km ²)	91.9	Villes principales, population résidente en milliers d'habitants (2001)	
		Grand Lisbonne	1 947
		Grand Porto	1 261

LA POPULATION

Population 2004 (milliers)	10 502	Population active civile (2004, milliers)	5 452
Densité au km ²	114	Population active civile occupée (2004, milliers)	5 094
Accroissement naturel net 2003-04 (milliers)	7.3	En % du total	
Accroissement net 2003-04 (milliers)	54.6	Agriculture	12.1
		Industrie (y compris construction)	31.4
		Services	56.5

LA PRODUCTION

Produit intérieur brut, 2004 (millions d'euros)	142 843	Origine du produit intérieur au coût des facteurs (2004, en % du total)	
Produit intérieur brut par habitant, 2004 (euros)	13 940	Agriculture	3.5
Formation brute de capital fixe, 2004		Industrie (y compris construction)	26.6
En pourcentage du PIB	22.4	Services	70.9

LES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

Consommation publique, 2004, en % du PIB	20.4	Composition du Parlement au 20 fév. 2005 (nombre de sièges)	
Investissements publics, 2004		Socialistes (PS)	121
En % du PIB	3.1	Démocratie sociale (PSD)	75
En % des investissements totaux	13.8	Unitarian Democratic Coalition (CDU)	14
Recettes courantes des administrations publiques		Parti populaire (PP)	12
2004, en % du PIB	43.0	Rassemblement de gauche (BE)	8
		Total	230

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

Exportations de biens et services		Importations de biens et services	
2004, en % du PIB	28.5	2004, en % du PIB	37.1
Ventilation en % des exportations de marchandises		Ventilation en % des importations de marchandises	
2004 (SITC)		2004 (SITC)	
Équipements de transport	15.6	Équipements de transport	13.8
Machines et équipement	18.5	Machines et équipement	20.0
Textiles, cuir et vêtements	19.8	Textiles, cuir et vêtements	8.2
Autres produits manufacturés	31.9	Autres produits manufacturés	32.2

LA MONNAIE

Unité monétaire : euro		Unités monétaires par USD, moyenne journalière :	
		Année 2005	0.8046
		Avril 2006	0.8376



Extrait de :
OECD Economic Surveys: Portugal 2006

Accéder à cette publication :

https://doi.org/10.1787/eco_surveys-prt-2006-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2007), « Performance économique et principaux enjeux », dans *OECD Economic Surveys: Portugal 2006*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/eco_surveys-prt-2006-3-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.